

# Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik

Suchabfrage	<b>17.04.2024</b>
Thema	<b>Keine Einschränkung</b>
Schlagworte	<b>Keine Einschränkung</b>
Akteure	<b>Wallis</b>
Prozesstypen	<b>Wahlen</b>
Datum	<b>01.01.1965 - 01.01.2024</b>

# Impressum

## Herausgeber

Année Politique Suisse  
Institut für Politikwissenschaft  
Universität Bern  
Fabrikstrasse 8  
CH-3012 Bern  
[www.anneepolitique.swiss](http://www.anneepolitique.swiss)

## Beiträge von

Bernath, Magdalena  
Brändli, Daniel  
Buchwalder, Mathias  
Bühlmann, Marc  
Clivaz, Romain  
Denz, Andrea  
Frey, Jürg  
Hohl, Sabine  
Holenstein, Katrin  
Müller, Eva  
Porcellana, Diane  
Rinderknecht, Matthias

## Bevorzugte Zitierweise

Bernath, Magdalena; Brändli, Daniel; Buchwalder, Mathias; Bühlmann, Marc; Clivaz, Romain; Denz, Andrea; Frey, Jürg; Hohl, Sabine; Holenstein, Katrin; Müller, Eva; Porcellana, Diane; Rinderknecht, Matthias 2024. *Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik: Wahlen, Wallis, 1981 – 2021*. Bern: Année Politique Suisse, Institut für Politikwissenschaft, Universität Bern. [www.anneepolitique.swiss](http://www.anneepolitique.swiss), abgerufen am 17.04.2024.

# Inhaltsverzeichnis

<b>Allgemeine Chronik</b>	1
<b>Grundlagen der Staatsordnung</b>	1
Wahlen	1
Wahlen in kantonale Parlamente	3
Wahlen in kantonale Regierungen	10
Kantonale Ersatzwahlen	17
Eidgenössische Wahlen	17
<hr/>	
<b>Parteien, Verbände und Interessengruppen</b>	25
Parteien	25
Grosse Parteien	25
Linke und ökologische Parteien	25

# Abkürzungsverzeichnis

**KMU** Kleine und mittlere Unternehmen

---

**PME** petites et moyennes entreprises

# Allgemeine Chronik

## Grundlagen der Staatsordnung

### Wahlen

#### Wahlen

WAHLEN  
DATUM: 01.01.2017  
DIANE PORCELLANA

**Les cantons du Valais, de Neuchâtel, de Vaud et de Soleure ont renouvelé leurs autorités durant l'année 2017.** Les Conseils d'Etat de Neuchâtel et de Vaud n'ont pas connu de changement en terme de composition partisane. Alors que l'UDC a perdu un siège à l'exécutif valaisan et le PLR a l'exécutif soleurois, les deux partis les ont conservés lors des élections complémentaires organisées à Schaffhouse et en Appenzell Rhodes-Extérieures. Lors de la Landsgemeinde d'Appenzell Rhodes-Intérieures, le siège PDC a pu être maintenu. Les villes de St-Gall et de Winterthour ont également appelé leurs citoyennes et citoyens en cours de législature. Une deuxième femme a rejoint l'exécutif de la ville de St-Gall, l'exécutif a pris un virage à gauche et le PDC n'y est plus représenté pour la première fois depuis cent ans. Dans la seconde ville, les Verts ont assuré leur unique siège.

Quant aux législatifs, le PLR a renforcé sa présence dans les cantons de Vaud (+11 sièges) et de Neuchâtel (+8). Il devient le parti le plus fort (49 sièges) au Grand conseil vaudois, détrônant ainsi le PS (37 sièges). Toutefois, la droite ne parvient pas à former une majorité au parlement cantonal. Le PDC a perdu des sièges en Valais (-6 fauteuils), dans les cantons de Soleure (-4) et de Vaud (-4). Les Vert'libéraux suivent la voie, avec la perte d'un siège à Soleure et à Neuchâtel. Dans les cantons romands, les Verts assoient leur présence. Alors que le PS s'est affaibli dans le canton de Vaud, il s'est renforcé à Soleure. L'UDC enregistre une grande défaite à Neuchâtel, avec la perte de 11 sièges.

La part des femmes dans les législatifs cantonaux et communaux a légèrement augmenté par rapport aux élections précédentes, avec 27.2% au niveau cantonal et 39.6% à l'échelon communal. C'est le canton de Neuchâtel, qui a vu croître largement sa part de femmes au législatif cantonal avec 13 femmes supplémentaires en 2017. Deux nouvelles femmes siègent à présent dans les exécutifs de Vaud et de Soleure. Le présence d'une femme a pu être assurée lors de l'élection complémentaire du gouvernement schaffhousois. Sur l'ensemble des cantons, le PS possède le plus de représentantes dans les exécutifs, avec 13 femmes.

Durant l'année, la population neuchâteloise a accepté le projet de circonscription unique pour l'élection du Grand conseil en 2021. Des fraudes électorales auraient eu lieu en Valais, une enquête pénale a été ouverte afin de confirmer les soupçons. La société civile s'est particulièrement impliquée lors de l'élection du gouvernement valaisan, notamment avec le mouvement «Coupons-lui la voie» à l'encontre du ministre sortant Oskar Freysinger (udc).<sup>1</sup>

WAHLEN  
DATUM: 31.12.2021  
MATHIAS BUCHWALDER

En **2021, quatre cantons ont réélu leurs autorités législatives** (FR, NE, SO et VS). Comme en 2020, les partis écologistes ont bénéficié de la vague verte. Les Vert-e-s ont augmenté leur score dans les quatre cantons s'étant rendus aux urnes. Ils ont notamment plus que doublé leur part des voix dans le canton de Fribourg. Avec ces progressions, un total de 17 sièges supplémentaires est tombé dans leur escarcelle dans les quatre cantons (de 38 à 55). De leur côté, les Vert'libéraux ont également progressé à Fribourg, Neuchâtel et Soleure. Neuf élu.e.s supplémentaires ont rejoint leur députation, qui passe de 8 à 17 dans ces trois cantons. Pour leur première participation en Valais, ils n'ont en revanche pas pu entrer au Grand Conseil, en récoltant moins d'un pour cent des voix. Du côté des perdants, le PS a en particulier fait les frais des progrès des Vert-e-s. Le parti à la rose a perdu des suffrages dans chaque canton (19 sièges en moins au total). Quant au PLR, il a perdu 12 sièges au total, mais sa part des suffrages est restée relativement stable. A noter que la réduction du nombre de député.e.s de 115 à 100 dans le canton de Neuchâtel fausse un peu la donne, le PLR ayant par exemple cédé 11 sièges pour un score en léger recul. La stabilité a également régné sur l'UDC, dont le nombre de sièges dans ces quatre cantons passe de 71 à 69. Pour le dernier parti gouvernemental, l'année 2021 a été marquée par les premières élections sous le nouveau nom du Centre, dans les cantons de Fribourg et Neuchâtel. A Soleure et en Valais, le PDC concourait encore sous son ancienne bannière, alors que le PBD n'était présent que dans le canton du nord-ouest de la Suisse. S'il faudra probablement

attendre les élections fédérales de 2023 pour tirer un bilan de la fusion entre les deux partis, les premières observations n'ont pas démontré de progression significative. Traditionnellement fort dans le canton catholique de Fribourg, le Centre s'est maintenu, en ne perdant qu'un siège. Plutôt faible dans le canton réformé de Neuchâtel, il a gagné deux sièges, passant de 2 à 4. A Soleure, le PDC est resté au même niveau, alors qu'il a poursuivi son déclin en Valais (7 sièges en moins).

La **part des sièges occupés par des femmes au sein des parlements** a augmenté dans chaque canton. La progression a été particulièrement marquée en Valais (de 19.2 à 34.6%) – où le Conseil d'Etat est en revanche désormais composé exclusivement d'hommes – et à Neuchâtel (de 33.9 à 58%), qui est devenu le premier parlement cantonal en Suisse dans lequel siège une majorité féminine. A Fribourg, 33.6% des parlementaires sont des femmes (+4.5pp), alors que ce taux se monte à 30% dans le canton de Soleure (+1.0pp). Tractée par la mobilisation habituelle du Haut-Valais, la participation a frôlé les 60% en Valais (59.5%). A l'autre extrême, moins d'un.e ayant-droit sur trois s'est rendu.e aux urnes dans le canton de Neuchâtel (31.7%). La participation a été de 37.8% à Fribourg et de 44.2% à Soleure.

Lors du **renouvellement des exécutifs** dans les quatre mêmes cantons, le Centre/PDC a subi plusieurs revers. A Fribourg, le troisième siège centriste, détenu depuis 1857, n'a pas pu être défendu. Conclue pour le deuxième tour, la grande alliance de droite, composée du Centre, du PLR et de l'UDC, a néanmoins conservé cinq sièges, l'UDC Philippe Demierre (FR, udc) faisant son entrée au Conseil d'Etat. A gauche, le PS a cédé l'un de ses deux sièges aux Vert-e-s. Le PDC a également perdu un siège en Valais et à Soleure, respectivement au profit de l'UDC et du PLR. Ainsi, les démocrates-chrétiens ne détiennent plus leur majorité historique au Conseil d'Etat dans la vallée du Rhône. Les autres partis (PLR et PS) ont conservé leurs sièges. Sur les bords de l'Aar, le PLR tient désormais le couteau par le manche avec ses deux représentants, qui sont accompagnés par une socialiste, une verte et, comme évoqué précédemment, une démocrate-chrétienne. Enfin, 3 PLR et 2 PS forment le gouvernement sur les rives du lac de Neuchâtel. La situation s'est inversée par rapport à la précédente législature, durant laquelle le gouvernement se composait de 3 PS et 2 PLR.

Dans le canton d'Appenzell Rhodes-Intérieures, la Landsgemeinde n'a pas pu se tenir en raison de la pandémie. Pour la deuxième année consécutive, les citoyennes et citoyens ont donc dû se rendre aux urnes afin de confirmer le mandat accordé à leurs autorités (« Bestätigungswahlen »), un cas de figure qui ne s'était jamais présenté avant 2020.

En outre, deux **élections complémentaires** dans des gouvernements cantonaux ont eu lieu en 2021. La verte Fabienne Fischer (GE) a fait son entrée au Conseil d'Etat genevois après la démission de Pierre Maudet (GE, sans parti). A Glaris, le socialiste Markus Heer a repris la place du démocrate-chrétien Rolf Widmer. Avec ces changements, 41 femmes siègent dans des exécutifs cantonaux à la fin de l'année 2021, soit deux de plus qu'un an auparavant. Sur un total de 154 sièges, 26.6% sont donc occupés par des femmes. Sept cantons ne comptent pas de présence féminine à l'exécutif (LU, UR, AR, GR, AG, TI, VS).

Deux des dix plus grandes **villes** du pays, Lausanne et Lugano, ont également renouvelé leurs autorités en 2021. Dans le chef-lieu vaudois, peu de changements sont à noter. Le Conseil communal est resté aux mains de la gauche, qui détient 66 sièges sur 100. Concernant la Municipalité, l'alliance entre les partis de gauche, malgré une désunion lors du premier tour, s'est reformée lors du deuxième et a conservé 6 sièges sur 7. Comme lors de la législature précédente, le PLR Pierre-Antoine Hildbrand est le seul membre de droite. Si l'on se penche sur les élections communales vaudoises dans leur ensemble, les Vert-e-s ont réalisé la progression la plus marquée, au détriment notamment des libéraux-radicaux. Au Tessin, les élections avaient été repoussées d'une année en raison de la pandémie de Covid-19. Pour autant, cela n'a pas provoqué de changements radicaux à Lugano, qui est restée en mains bourgeoises. Comme lors de la précédente législature, trois membres de la Lega dei Ticinesi, deux PLR, un PDC – l'ex-sénateur Filippo Lombardi – et une socialiste ont été élu.e.s à l'exécutif. Au législatif, le PLR demeure le parti le mieux représenté malgré un score en recul. Suite au décès en août du syndic de la ville Marco Borradori (lega), l'UDC Tiziano Galeazzi, premier des viennent-ensuite de la liste de droite, a fait son entrée au Conseil de ville.<sup>2</sup>

## Wahlen in kantonale Parlamente

**WAHLEN**  
DATUM: 08.03.1981  
JÜRIG FREY

### **En Valais, les élections au Grand Conseil ont révélé une situation relativement stable.**

Elles ont été marquées principalement par l'avance des radicaux dans le Bas-Valais et celle du nouveau PRD, fondé en 1979, dans le Haut-Valais. Les perdants ont été les démocrates-chrétiens, constituant l'ancien parti dominant, et les formations de gauche. Le renforcement des radicaux et l'avènement d'une opposition haut-valaisanne au sein du PDC sont les signes d'une lente ouverture vers un pluralisme politique plus affirmé. Pour ce qui est de l'élection du gouvernement, les retombées de l'affaire Savro étaient encore perceptibles. En effet, le député du Haut-Valais P. Schmidhalter, porte-parole de l'opposition au sein du PDC, s'est présenté contre le démocrate-chrétien F. Steiner, chef du Département des travaux publics, qui était mêlé à l'affaire Savro. F. Steiner, originaire lui-aussi du Haut-Valais, a été en définitive réélu grâce au soutien du Bas-Valais. L'opposition combinée de la majorité du Haut-Valais et la minorité du Valais romand n'est donc pas parvenue à modifier la composition du Conseil d'Etat, tant et si bien que la revendication en faveur d'un nouveau mode d'élection du gouvernement est toujours d'actualité.<sup>3</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 03.03.1985  
KATRIN HOLENSTEIN

### **Einmal mehr bestätigten die Grossratswahlen im Wallis die seit Jahrzehnten stabile parteipolitische Zusammensetzung des Parlaments.**

Die Christlichdemokraten und Christlichsozialen (CVP/CSP) konnten ihre dominierende Stellung behaupten und sogar leicht verbessern. Die Radikalen (FDP) eroberten im Unterwallis ein zusätzliches Mandat, während der Oberwalliser Freisinn den vier Jahre zuvor erzielten Terraingewinn nicht ausbauen konnte. Die SP ihrerseits gewann zwar auch einen Sitz dazu; durch das Ausscheiden des Mouvement social indépendant (MSI) aus dem Grossen Rat wurde die SP-Fraktion aber leicht geschwächt. Mit 3 Abgeordneten zog neu das Centre libéral et indépendant ins Parlament ein. Die bis anhin schon spärliche Vertretung der Frauen ging von 7 auf 6 Parlamentarierinnen (4,6%) zurück. Die Walliser Regierung setzt sich nach den Staatsratswahlen weiterhin aus vier Christlichdemokraten (davon 1 CSP) und einem Radikalen zusammen. Immerhin konnten die Kampfkandidaturen der SP sowie einer Jugendgruppe einen zweiten Wahlgang erzwingen. Die zurückgetretenen Christlichdemokraten Franz Steiner und Guy Genoud wurden durch Raymond Deferr und Richard Gertschen ersetzt.

Im ersten Wahlgang wurden nur die beiden Christlichdemokraten Bernard Bornet (bisher) und Raymond Deferr (neu) gewählt, während Richard Gertschen mit dem drittbesten Resultat das Quorum knapp verfehlte.<sup>4</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 07.03.1993  
MATTHIAS RINDERKNECHT

Bei den Walliser Grossratswahlen setzte sich der **Erosionsprozess der CVP/CSP**, welche vier Mandate von bisher 79 und 3,5% Wähleranteil einbüsste, weiter fort. Zwar ist die rückläufige Tendenz der Christlichdemokraten hier langsamer als in den anderen Landesgegenden, die CVP hat aber seit 1961 stetig Verluste hinnehmen müssen und immerhin insgesamt 13 Mandate eingebüsst. Auf der Gewinnerseite standen die FDP sowie die SP, welche je zwei zusätzliche Sitze erobern konnten. Die unter verschiedenen Namen auftretenden Liberalen (LP Sierre, Hérens, Sion, Entremont, Centre libéral et indépendant Martigny, Liste Parti chrétien-social/libéral Conthey) konnten ihren Besitzstand von fünf Mandaten halten und bilden weiterhin eine Fraktion (sie hatten nach den letzten Wahlen unter Beizug von zwei auf christlichsozialen und unabhängigen Listen gewählten Parlamentariern einen Zusammenschluss erwirkt). Die Frauen konnten ihre Sitzzahl um fünf auf 14 erhöhen (10,8%).<sup>5</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 30.12.1993  
MATTHIAS RINDERKNECHT

Die Gesamterneuerungswahlen für fünf Kantonalparlamente (AG, GE, NE, SO, VS) konnten gewisse Tendenzen, welche sich in den Vorjahren abgezeichnet hatten, bestätigen; sie lassen sich indessen nicht in jedem Fall eindeutig interpretieren, da zum Teil gegenläufige Bewegungen festzustellen sind. Bei den bürgerlichen Parteien wurde der **Aufwärtstrend der FDP** teilweise bestätigt; sie verlor zwar im Kanton Aargau vier Sitze, insgesamt gewann sie jedoch fünf Mandate hinzu. Die SVP trat nur im Kanton Aargau an, wo sie zwei Sitzgewinne verzeichnete. Der Abwärtstrend der CVP wurde auch im Berichtsjahr mit dreizehn Sitzverlusten (inkl. Junge CVP im Aargau) klar bestätigt. Bei der SP konnte nur in der Deutschschweiz ein Aufschwung festgestellt werden. In der Romandie, insbesondere im Kanton Genf, war eine verstärkte Polarisierung zwischen den Extremen zu Lasten der SP feststellbar, während in Neuenburg ein Rechtsrutsch stattfand. Wie schon im Vorjahr setzte sich die Erosion der Grünen Partei sowohl in der

Deutschschweiz als auch in der Romandie fort, wobei die Verluste im Kanton Genf am empfindlichsten waren. Bei den kleineren Parteien waren nur geringfügige Verschiebungen festzustellen, ausser bei der Genfer PdA, welche sich zu einem breiteren linksalternativen Sammelbecken entwickelt hat, und der Auto-Partei im Kanton Aargau, die sich mit sieben Mandatsgewinnen als mittelgrosse Kraft mit 19 Sitzen und 9,4% Wähleranteil etablierte.

Spektakulär war der Zuwachs des Frauenanteils, insbesondere in den Parlamenten der Kantone Solothurn und Neuenburg, in welchen sich die Frauenvertretung verdreifachte resp. verdoppelte. Die starke Zunahme konnte teilweise auf die Umstände der Bundesratsersatzwahl, bei welcher die sozialdemokratische Kandidatin Christiane Brunner von der Bundesversammlung nicht gewählt worden war, zurückgeführt werden. Insgesamt waren von 689 in fünf Kantonen gewählten Parlamentsmitgliedern 195 Frauen (28,3%). Am frauenfreundlichsten aller Kantone wählte der Kanton Genf mit einem Anteil von 36%, gefolgt vom Kanton Solothurn mit 34,7%. Unter den bürgerlichen Parteien konnte die CVP am meisten Frauen in ihre Parlamentsvertretungen schicken. Nach wie vor an der Spitze lag die SP, welche mit bis zu knapp 66% Frauenanteil (AG) in den Parlamenten repräsentiert ist.

**WAHLEN**  
DATUM: 02.03.1997  
EVA MÜLLER

Aus den Walliser Grossratswahlen ging die **SP als Siegerin** hervor. Sie konnte ihre Fraktion im 130köpfigen Parlament um fünf Sitze auf 21 vergrössern und trat damit endgültig aus ihrer Randposition heraus. Die SP gewann ihre Sitze insbesondere **auf Kosten der CVP**, die vier Sitze verlor, mit 71 Sitzen – davon stellt die CSP unverändert 14 – allerdings weiterhin die absolute Mehrheit hält. Die CVP verdankt ihre Mehrheit im Kanton heute aber nur noch ihrer starken Stellung im Oberwallis, wo sie in allen Bezirken die Mehrheit oder zumindest die Hälfte der Grossräte stellt. Im französischen Kantonsteil ist das nur noch in zwei Bezirken der Fall. Die FDP trat an Ort (34), ebenso wie die Liberalen (4). Als einzigem Kanton nahm im Wallis die Frauenvertretung markant zu, nämlich um einen Drittel, von 14 auf 21 Sitze (16,2%).<sup>6</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 04.03.2001  
MAGDALENA BERNATH

Da die SVP neu in sechs Bezirken antrat, kamen für die Wahlen 2001 mehr Kandidaturen für den 130-köpfigen Grossen Rat zustande als in früheren Jahren. Während die SVP und die SP in ihren Wahlkampagnen aufgrund ihrer klaren Positionen von der gleichzeitig stattfindenden Abstimmung zur Europa-Initiative profitieren konnten, hielten sich die FDP und die CVP zurück, da sich ihre Wählerschaft bei diesem Thema nicht einig war; beide Parteien befürchteten, Stimmen nach links oder rechts zu verlieren. Für die **CVP** schien diese Taktik aufzugehen, sie ging als **grosse Siegerin** aus den Wahlen hervor: Ihre Delegation wuchs um vier auf 75 Mandate und erreichte damit wieder den Stand von 1993; die ebenfalls zur schweizerischen CVP gehörenden Christlichsozialen, die im Unterwallis einen Sitz erobern konnten, stellen 14 dieser Abgeordneten. Die SVP profitierte ebenfalls und zog neu mit zwei Personen ins Parlament ein. Zu den Verliererinnen gehörten die SP, die drei Sitze einbüsste (18), die FDP mit zwei Verlusten (32) sowie die Liberalen mit einem Verlust (3). Der an sich schon bescheidene Walliser Frauenanteil sank von 16,2% auf 13,1%.<sup>7</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 06.03.2005  
MAGDALENA BERNATH

Lors de l'élection au Grand Conseil (130 parlementaires), le **PDC a perdu deux sièges** et en occupe désormais 73: les démocrates-chrétiens en occupent 41 dans le Bas-Valais et 17 dans le Haut-Valais, les chrétiens-sociaux en obtenant 15 (dans le Haut-Valais). Quant aux radicaux, ils ne sont représentés que par 27 délégués (25 (-3) du Bas-Valais, et 2 (-2) du Haut-Valais). Par contre, l'UDC, qui était parmi les gagnants, a réussi à former un groupe parlementaire avec l'élection de 6 députés (+4). Les libéraux ont conservé leurs 3 mandats. L'Alliance de gauche a gagné 21 sièges: 18 pour les socialistes (4 en Haut-Valais, 14 en Bas-Valais), 2 (+2) pour les Verts et 1 (+1) pour le Parti chrétien-social indépendant. La participation au scrutin a été de 54,1%. Les femmes occupent 27 mandats (20,8%; 2001: 13,1%).<sup>8</sup>



WAHLEN  
DATUM: 01.03.2009  
SABINE HOHL

Bei der Neubesetzung des 130-köpfigen Walliser Parlaments konnte die **CVP** ihre **absolute Mehrheit** verteidigen. Sie musste allerdings 5 Sitze abgeben (darunter ein Sitz der CSP Oberwallis) und hält noch 68 Sitze. Ihr Wähleranteil lag bei 48,5% (-5,2 Prozentpunkte) und sank damit unter die 50%-Marke. Die SVP konnte ihre Sitzzahl verdoppeln (neu 12 Sitze, +6), sie erreichte eine Parteistärke von 11,5% (+5,1 Prozentpunkte). Die mit der LP vereinigte FDP holte 28 Sitze (2005: FDP und LP zusammen 30 Sitze), die SP 17 (-1). Einen Zuwachs verbuchte die unabhängige CSP Unterwallis mit neu 3 Sitzen (+2), die Grünen hielten ihre zwei Sitze. Der Frauenanteil im Parlament blieb unverändert bei 20,8%, die Wahlbeteiligung lag bei 54,7%.<sup>9</sup>

WAHLEN  
DATUM: 01.01.2013  
MARC BÜHLMANN

Im Berichtsjahr fanden **in vier Kantonen Gesamterneuerungswahlen** statt. Während sich in Genf, Neuenburg und Solothurn der seit den nationalen Wahlen beobachtbare Trend hin zu einem tripolaren System mit Gewinnen für die so genannte neue Mitte mehr oder weniger bestätigte, wurde im Kanton Wallis die historische Vormachtstellung der CVP zugunsten der SVP gebrochen. Alle vier Wahlen zusammen betrachtet, fallen insbesondere die total 18 **Sitzgewinne der SVP** ins Auge. Vor allem in den Kantonen Wallis (+ 9 Sitze) und Neuenburg (+ 6 Sitze) konnte die Volkspartei nicht nur einen Zuwachs an Wählerprozenten sondern auch eine zusätzliche Regierungsbeteiligung als Grosserfolg verbuchen (siehe dazu auch unten, Wahlen in kantonale Regierungen). Auch die GLP konnte sich als Siegerin feiern lassen. Im Kanton Solothurn konnten die Grünliberalen ihre Sitzzahl auf 4 verdoppeln und in Neuenburg errangen sie auf Anhieb fünf Mandate. Im Kanton Genf reichte der Wähleranteil von 3% nicht für einen Sitz und im Wallis war die GLP nicht angetreten. Der Erfolg der BDP fiel bescheidener aus: Zwar erreichte die Partei weder in Genf noch in Neuenburg mehr als 1% der Wählerschaft, konnte aber in Solothurn, wo sie ebenfalls zum ersten Mal antrat, zwei Sitze verbuchen. Auch die BDP verzichtete im Kanton Wallis auf eine Teilnahme. Herbe Verluste, insbesondere in den Kantonen Neuenburg und Genf musste 2013 die FDP hinnehmen. Insgesamt gaben die Freisinnigen im Berichtsjahr nicht weniger als 14 Parlamentssitze ab. Immerhin konnten sie im Kanton Wallis ihre Sitzzahl halten und blieben in den anderen drei (NE, GE, SO) Kantonen stärkste Partei. Im Wallis verfügte die CVP – zusammen mit der CSP – nach den Wahlen 2013 zum ersten Mal nicht mehr über die absolute Mehrheit. Die Christdemokraten büssten sieben Sitze ein und mussten auch im Kanton Solothurn Federn lassen (- 3 Sitze). In Neuenburg gelang der CVP dank geschickter Listenverbindung der Gewinn eines Sitzes, was gleichzeitig bedeutete, dass die Partei erstmals in allen kantonalen Parlamenten der Schweiz vertreten war. In schlechter Erinnerung wird die Linke das Berichtsjahr behalten. Die SP verlor insgesamt acht Mandate: je drei in den Kantonen Wallis und Neuenburg und zwei im Kanton Solothurn. Auch die Grünen büssten per Saldo acht Sitze ein, sieben davon alleine im Kanton Genf. Auch die zwei Sitzverluste im Kanton Neuenburg konnten durch den Sitzgewinn im Kanton Solothurn nicht wettgemacht werden. Freilich täuscht diese gesamthafte Betrachtung der Jahresresultate über den Umstand hinweg, dass kantonale Wahlen eigene Kontexte haben. Dies zeigt sich exemplarisch im Kanton Genf, wo der Mouvement Citoyen Genevois (MCG) erneut grosse Erfolge feiern konnte und neu nicht nur über 20 Mandate verfügte, sondern auch zweitstärkste Legislativkraft und Regierungspartei wurde. Die SP und die GP mussten im Kanton Genf zwar Sitzverluste hinnehmen, der Erfolg von Ensemble à Gauche (EaG) – die vereinigte extreme Linke eroberte neun Sitze – machte diese aber mehr als wett.

Die Betrachtung aller 26 kantonalen Parlamente Ende 2013 zeigt, dass die **SVP mit den Sitzgewinnen ihre Spitzenposition hinsichtlich der aggregierten kantonalen Volksvertretung noch weiter ausbauen konnte**: 562 aller 2559 kantonalen Parlamentsmandate (exklusive AI), also mehr als jeder fünfte Sitz, werden von SVP-Politikerinnen und Politikern besetzt. Die zweitstärkste Vertretung stellt die FDP, die Ende 2013 noch 530 kantonale Sitze inne hatte (20,7%). Die CVP mit total 460 Legislativmandaten auf Kantonsebene (18%) und die SP mit 452 kantonalen Parlamentssitzen (17,7%) sind etwas weniger stark vertreten. Die GP ist mit einem Anteil von 7,2% aller kantonalen Sitze (183 Sitze) bereits etwas abgeschlagen von den grossen vier. Die BDP (88 Sitze; 3,4%) und die GLP (78 Sitze; 3,0%) verfügten Ende 2013 zusammen immer noch über weniger Mandate als die GP. Die in zehn Kantonen vertretene EVP, die im Berichtsjahr ihren Sitz im Kanton Solothurn verteidigen konnte, ist mit 38 Mandaten die achtstärkste Partei auf kantonomer Ebene, gefolgt von der alternativen Linken, die – in unterschiedlicher Zusammensetzung – insgesamt über 28 Sitze verfügt, die sie vor allem in der Westschweiz hält. Die noch in fünf Kantonen vertretene EDU hat insgesamt 20 kantonale Legislativmandate inne. Verschiedene kantonale Gruppierungen – etwa die Lega im Tessin, der MCG in Genf oder die Parteiunabhängigen im Kanton Appenzell Ausserrhoden – belegen insgesamt 110 Sitze

(Bei den Angaben berücksichtigt sind die Sitzverteilungen unmittelbar nach den jeweiligen kantonalen Wahlen; Verschiebungen während den Legislaturen, z.B. aufgrund von Parteiwechselln - wie etwa im Kanton Freiburg, wo 2 BDP Grossräte zur CVP wechselten - fliessen also nicht in die Berechnungen mit ein).

Der **Trend abnehmender Frauenquoten** in den kantonalen Parlamenten setzte sich auch 2013 fort. Im Vergleich zu den Wahlen vor vier Jahren nahm der Frauenanteil in drei der vier kantonalen Parlamenten, die 2013 gesamterneuert wurden, ab. In Genf und Neuenburg verloren die Frauen je vier und im Wallis gar acht Sitze. Während sich im Walliser Grossrat gleichzeitig auch das Durchschnittsalter erhöhte, wurde im Kanton Solothurn das mittlere Alter der Abgeordneten tiefer. Zudem erhöhte sich hier auch der Frauenanteil um 4 Sitze. Ende 2013 betrug der Frauenanteil in allen Kantonen zusammen - wobei nur die jeweiligen Resultate unmittelbar nach den Wahlen berücksichtigt werden - 24,6%, gegenüber 25,3% im Jahr 2011 und 25,1% im Vorjahr.

Die **Wahlbeteiligung** hat in drei der vier Kantone, in welchen 2013 Gesamterneuerungswahlen stattfanden, **im Vergleich zu den Vorwahlen zugenommen**. Auffällig war der Anstieg vor allem im Kanton Wallis, wo über zwei Drittel der Wahlberechtigten an die Urne ging. Dies wurde allerdings auch auf die gleichzeitig stattfindende Abstimmung zum Raumplanungsgesetz zurückgeführt. Im Gegensatz dazu nahm im Kanton Neuenburg nicht einmal mehr ein Drittel der BürgerInnen das Wahlrecht wahr. Die tiefe und im Vergleich zu 2009 noch einmal gesunkene Wahlbeteiligung von nur knapp 31% gab im Kanton zu reden. Zwar konnte sie zumindest teilweise durch strukturelle und politische Probleme erklärt werden, trotzdem wurden Stimmen laut, die gar die Legitimation des Neuenburger Parlamentes hinterfragten.<sup>10</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 03.03.2013  
MARC BÜHLMANN

Im **Kanton Wallis** traten in den 14 Wahlbezirken insgesamt 249 Kandidierende an. Die zentrale Frage war, ob die CVP und die CSP ihre bisherige Mehrheit im 130-köpfigen Grossen Rat werten halten können. Die Nationalratswahlen 2011 hatten gezeigt, dass die Christdemokraten im Kanton Wallis sowohl von links als auch von rechts bedrängt werden. Die C-Parteien verfügten vor den Wahlen zusammen über 68 Sitze, wobei die CVP 54 Mandatsträger nach Sion schickte und in allen 14 Wahlbezirken mit insgesamt 67 Kandidierenden antrat. Die CVP hatte insbesondere im Oberwallis viele Zurückgetretene zu ersetzen. Die CSP (bisher 14 Sitze) trat in sechs Bezirken alleine an. Dort schickte sie 19 Kandidierende ins Rennen. Die FDP trat in neun Wahlkreisen mit 37 Personen an, um ihre 28 Sitze zu verteidigen; im Gegensatz zu 2009 kandidierte der Freisinn im Oberwallis allerdings nur noch im Wahlkreis Visp. Insbesondere die SVP plante einen Angriff auf die Hegemonie der C-Parteien mit dem Ziel, die seit 1999 sukzessive eroberten 12 Sitze weiter auszubauen. Ausser in zwei Kleinbezirken trat die Volkspartei im ganzen Kanton - in vier Wahlkreisen zusammen mit den „Freien Wählern“ - mit dem insgesamt grössten Kandidatenensemble von 70 Personen an. Die SVP konnte dabei auf ihr für den Regierungsrat antretendes Zugpferd Oskar Freysinger setzen (siehe unten). Die Linke wollte die insgesamt 22 Mandate mit unterschiedlichen Listen in den verschiedenen Wahlkreisen ausbauen. Die SP trat in drei Bezirken (Conthey, Hérens und Monthey) alleine, in Visp mit ihrer Jungpartei und Gewerkschaften, in Brig zusätzlich mit den Grünen und in Leuk mit Unabhängigen an. In Sion und St. Maurice kandidierte eine „Alliance“ aus SP und CSP. Insgesamt wurden in diesen sieben Bezirken 29 Personen mit Bezug zur SP gelistet. Die Sozialdemokraten traten in Martigny und Sierre zudem auch unter dem Label Alliance de Gauche (AdG) zusammen mit der CSP und der GP an. 14 Personen warben auf diesen Listen um die Gunst der Wählerschaft. Die Grünen verbanden sich nicht überall mit der SP, sondern traten in drei Bezirken (Conthey, Monthey und Sion) alleine mit 8 Kandidierenden an. Vor vier Jahren war die GP lediglich in einem Bezirk alleine angetreten. Eine ebenfalls dem linken Lager zuzuordnende parochiale Vereinigung unter dem Namen Entremont Autremont schickte im Bezirk Entremont fünf Kandidierende ins Rennen. Im Gegensatz zu 2009 traten die Piratenpartei und die alternative Linke nicht mehr an. Im gleichen Wahlkreis kam es vor, dass mehrere Kandidierende mit gleichem Namen (also gleichem Vor- und Nachnamen) antraten. Die Wählerschaft war deshalb aufgefordert worden, die Listennummer und/oder den Beruf der gewählten Politiker/innen ebenfalls auf dem Wahlzettel zu vermerken. Die Grossratswahlen standen deutlich im Schatten der Regierungswahlen, die zu einem Zweikampf zwischen Christian Varone (fdp) und Oskar Freysinger (svp) hochstilisiert wurden (siehe unten). Darüber hinaus fand am 3. März die für den Kanton Wallis bedeutende Abstimmung zum revidierten Raumplanungsgesetz (RPG) statt. Der Wahlkampf für den Grossen Rat war deshalb unaufgeregt.

Nicht wenige Kommentare nach den Wahlen liessen vermuten, dass besagte

Abstimmung zum RPG mitverantwortlich war für den Wahlausgang und die ausserordentlich hohe Wahlbeteiligung von 68,2% (2009: 54,6%). Der **Verlust der CVP von fünf Sitzen** wurde denn auch darauf zurückgeführt, dass sich die CVP-Bundesrätin Doris Leuthard stark für die Revision des RPG eingesetzt hatte. Allerdings büsste auch die CSP zwei Sitze ein. Mit neu noch 61 Sitzen verfügten die C-Parteien damit zwar nach 150 Jahren erstmals nicht mehr über eine absolute Mehrheit im Grossen Rat, blieben aber nach wie vor mit Abstand stärkste Kraft. Insgesamt erhielten sie 41,6% der Wählerstimmen (2009: 48,5%). Von den Verlusten der CVP (neu 49 Sitze) und der CSP (neu 12 Sitze) **profitierte die SVP**, die gleich um neun Sitze (neu 21 Sitze) und um fast sechs Prozentpunkte an Wählerstärke zulegte (neu: 17,2%; 2009: 11,5%). Die FDP konnte ihre 28 Mandate verteidigen und an Wählerstärke sogar leicht zulegen (neu: 24,6%; 2009: 22,3%). Die Linke hingegen büsste insgesamt zwei Sitze ein: die AdG musste drei Sitze abgeben, während die Entremont Autrement neu einen Vertreter in den grossen Rat schicken konnte. Dort wo SP (4 Sitze) und Grüne (2 Sitze) alleine antraten, konnten sie ihre Besitzstände wahren. Insgesamt verfügte die Linke damit insgesamt über weniger Rückhalt in der Wählerschaft (16,6%) als noch vor vier Jahren (17,7%). Trotz Bruch mit der CVP-CSP-Hegemonie, wurden keine grossen politischen Veränderungen erwartet. Kommentatoren interpretierten die (verloren gegangene) absolute Mehrheit der C-Parteien als lediglich symbolisch, weil zahlreiche Geschäfte sowieso von einer erdrückenden bürgerlichen Mehrheit unterstützt werden würden. Bedeutender seien im Parlament von je her die regionalpolitischen Unterschiede, die sich nicht selten quer durch die Fraktionen zeigen. Insgesamt hatte der Grosse Rat einen leichten Rechtsrutsch zu verzeichnen. Darüber hinaus wies das Parlament auch ein höheres Durchschnittsalter als vor vier Jahren auf. Waren die Gewählten 2009 im Schnitt noch 43 Jahre alt gewesen, wiesen die 2013 neu bestellten Mandatsträger ein mittleres Alter von 48 Jahren auf. Der Frauenanteil nahm hingegen deutlich ab. Waren 2009 noch 28 Sitze von Frauen besetzt (21,5%) nahmen ab 2013 lediglich noch 20 Frauen Einsitz im kantonalen Parlament (15,3%). Ein weiterer augenfälliger Unterschied zu den Wahlen 2009 zeigte sich hinsichtlich der Fluktuation. Waren 2009 nicht weniger als 53% der Gewählten neu im Parlament, betrug dieser Anteil 2013 noch 29%.<sup>11</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 05.03.2017  
DIANE PORCELLANA

Pour la première fois, les **130 députées et députés valaisans** ont été **élus à la biproportionnelle**. Les treize districts actuels ont été regroupés en six arrondissements: Brigue, Viège, Sierre, Sion, Martigny et Monthey. Cela fait suite à l'exigence du Tribunal fédéral de ne plus avoir dans les districts un quorum naturel supérieur à 10%, conséquence du système proportionnel. Premièrement, les sièges sont attribués aux partis politiques selon leur force dans l'arrondissement électoral. Puis, ces derniers sont répartis dans les districts. Les candidates et candidats comptabilisant le plus de voix de chaque liste occupent un fauteuil au parlement cantonal. Ce système transitoire, décidé par décret du Conseil d'Etat suite au refus de la Réforme des institutions R21 lors de la votation cantonale du 14 juin 2015, ne sera peut-être pas reconduit par la suite. Le Grand Conseil a déjà rejeté les propositions de l'UDC, des Verts et de l'Alliance de Gauche (AdG) d'avoir trois arrondissements au lieu de six et l'abaissement du quorum de 8 à 5%. Autre changement cette année, en raison de l'évolution démographique, le Haut-Valais a perdu quatre sièges au profit du Valais romand. Il en occupe dorénavant 34 sur les 130.

Concernant le dépôt des listes, le PLR en a déposé dans l'ensemble des arrondissements sauf celui de Brigue. L'UDC présente des candidates et candidats dans tous les arrondissements, tout comme le PDC (listes CSPO et CVPO pour Brigue et Viège, listes PDC et CVP pour Sion). Les Verts ne sont pas en course pour l'arrondissement de Viège et se sont associés avec le PS et les Indépendants à Brigue. Le mouvement Rassemblement citoyen Valais (RCV) présente des aspirantes et aspirants dans les arrondissements de Sion, Martigny et Monthey. L'AdG ne présente pas de liste dans le Haut-Valais. Dans les arrondissements de Monthey et de Sierre, l'Alliance de Gauche rassemble le PS et le Centre Gauche PCS. Dans la région de Martigny figure une liste Alliance de Gauche-Entremont Autrement. Le PS propose des candidatures pour Brigue aux côtés des Verts et des Indépendants, et pour Viège avec les Indépendants.

Les 32 listes regroupent 290 candidatures et 248 pour la suppléance. En raison du nouveau système électoral, la numérotation des listes s'est faite pour la première fois par tirage au sort.

La campagne pour l'élection du Grand conseil a eu peu de visibilité dans les médias, contrairement à celle du Conseil d'Etat. Les candidates à la députation ont été invitées par l'Office cantonal de l'égalité et de la famille à un séminaire relatif aux jeux de pouvoir au sein d'un environnement majoritairement masculin. En parallèle, l'association Solidarité femmes les a également conviées lors d'une soirée pour discuter

du rôle des femmes en politique. Les partis politiques ont adopté différentes stratégies pour faire élire leurs représentantes et représentants. Le PDC et le PLR ont plutôt misé sur les personnalités en place, alors que l'UDC et l'AdG ont multiplié les candidatures. Les Verts ont, cette année, déposé plus de listes, en raison du système électoral qui leur est plus favorable.

L'Association valaisanne des entrepreneurs (AVE), afin que les intérêts des entrepreneurs soient mieux représentés au législatif cantonal, a soutenu financièrement les candidatures à la députation de ses membres à hauteur d'un montant de 2'000 francs, et de 1'000 francs pour la suppléance. Pour en bénéficier, il fallait se présenter pour les partis PDC, PLR, UDC ou Chrétiens-sociaux du Haut, puisque ce sont les partis qui défendent une politique entrepreneuriale dans le sens voulu par l'AVE. L'association souhaitait ainsi avoir une dizaine de représentantes et représentants contre quatre actuellement.

Avec une participation à 57.5%, les Verts font une remarquable progression (+3.5 points de pourcentage de suffrage ; 6.7% des suffrages). Bénéficiant du nouveau système électoral et de la nouvelle répartition des sièges, ils acquièrent 3 sièges en plus des 2 sièges pris au PLR et de celui pris au PDC. Ils peuvent ainsi créer un groupe au parlement cantonal avec leurs 8 sièges. La crainte que la campagne en solitaire des écologistes ne prêterait la gauche ne s'est pas réalisée, étant donné que le PS et le Centre Gauche-PCS maintiennent leurs 18 sièges (-1.5 point de pourcentage; 3.3%). Ainsi, le poids de l'Alliance de Gauche et des Verts, 20%, équivaut à celui du PLR. Le PLR manque de nouveau l'occasion d'avoir un représentant dans le Haut-Valais. Il perd dans les districts de Conthey, Sierre et St-Maurice un siège mais en gagne un dans le district d'Entremont. Avec une perte de 2 sièges en totale, il possède encore 26 sièges au Grand Conseil (-1.4 point de pourcentage; 20.2%). L'UDC obtient 2 sièges supplémentaires et devient le premier parti dans le district de Brigue (-0.8 point de pourcentage; 16.4%). Finalement, en raison de la modification de la répartition des sièges en faveur du Valais romand, le CVP et le CSP s'attendaient à des pertes de mandats. Effectivement, les jaunes perdent 2 sièges et les noirs 3 sièges. Dans le Valais romand, le PDC est privé d'un siège. Au total, il y a donc une perte de 6 sièges (-2.1 points de pourcentage; 41.7%). En comparaison à 2013 avec 20 élues (part des femmes de 15.4%), cette année elles seront 25 à siéger (19.2%). Les changements de rapports de force au sein du Grand conseil restent mineurs.

L'élection du Grand conseil valaisan aurait également été victime de fraudes électorales. Puisque aucun recours n'a été déposé dans les trois jours suivant la publication des résultats et que le Grand conseil a validé l'élection, la décision de justice suite au dépôt de recours contre l'élection du Conseil d'Etat ne pourra pas faire changer la répartition des sièges actuelle.<sup>12</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 07.09.2018  
DIANE PORCELLANA

L'auteur de la **fraude électorale lors des élections cantonales valaisannes 2017** écope de douze mois de prison avec sursis. La commission de justice du Grand conseil valaisan attendait ce jugement. A présent, elle cherche une solution pour corriger la répartition des sièges au sein du Grand conseil. En raison de la fraude, un siège du district de Brigue a été attribué à l'UDC, au détriment d'un PDC chrétien-social.<sup>13</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 07.03.2021  
MATHIAS BUCHWALDER

Parallèlement à l'élection du Conseil d'Etat se déroulait le 7 mars **2021** celle du **Grand Conseil valaisan**. Le système électoral à la biproportionnelle, utilisé pour la première fois en 2017, était reconduit cette année, avec cependant une modification. En effet, les député.e.s et les député.e.s-suppléant.e.s étaient élu.e.s séparément lors de ce scrutin. Les candidates et candidats à la députation et celles et ceux à la suppléance figuraient ainsi sur des bulletins de vote distincts. Sur les 130 fauteuils du parlement, 97 étaient destinés au Valais romand, un de plus que lors de la législature précédente, en raison de l'évolution démographique. Les 33 sièges restants revenaient au Haut-Valais. 301 candidates et candidats étaient inscrit.e.s pour une place au Grand Conseil – 205 dans la partie romande du canton et 96 dans la partie alémanique – alors que 278 personnes étaient en lice pour la suppléance. Les femmes comptaient pour 36 pour cent des candidatures, ce qui constituait un record pour un canton dont le Parlement, avec seulement 19 pour cent de députées, était lors de la précédente législature l'un des plus masculins de Suisse. Afin de favoriser l'accès au législatif à des groupes sociaux encore minoritaires, la constituante table par ailleurs sur une modification du mode d'organisation du Parlement à l'avenir. Alors que les élu.e.s se retrouvent actuellement six fois par an pour des sessions d'une semaine, le projet prévoit de passer à un jour

par semaine maximum. Cela équivaldrait ainsi pour les parlementaires à un pensum de 20 pour cent et offrirait la possibilité d'une meilleure représentation des femmes et de certains corps de métier, tels que les employé.e.s, souvent en minorité par rapport aux indépendant.e.s. Les médias n'ont accordé qu'une attention relative à l'élection au Grand Conseil, les projecteurs étant avant tout braqués sur le gouvernement. Le journal *Le Temps* a néanmoins consacré un article au scrutin, en analysant les réponses des candidates et candidats aux questionnaires Smartvote. Il relevait ainsi que les candidates féminines étaient plus progressistes que leurs homologues masculins, en particulier dans les partis de droite. Les femmes UDC sont notamment plus sensibles aux questions écologistes, alors que du côté démocrate-chrétien, ce sont les questions d'égalité salariale et de lutte contre le harcèlement qui retiennent plus l'attention des femmes que des hommes. En général, les candidates sont également plus favorables au droit de vote des étrangers au niveau communal que les candidats, selon *Le Temps*. La cheffe de l'office cantonal de l'égalité et de la famille Isabelle Darbellay faisait ainsi remarquer que la hausse des candidatures féminines pourrait mener à un Parlement plus progressiste si elle se transcrit dans les urnes par une augmentation du nombre d'élues.

S'agissant des listes, le PS et les Vert-e-s se lançaient ensemble dans les districts du Haut-Valais. Les écologistes faisaient en revanche cavalier seul dans les districts du Valais romand, où les socialistes se sont alliés avec d'autres formations de gauche, à savoir la Gauche Citoyenne dans les districts de Sion, Sierre, Hérens, Conthey, Saint-Maurice et Monthey, accompagnés encore par Entremont Autrement à Martigny et Entremont. De l'autre côté de l'échiquier politique, l'UDC était également présent dans tout le canton (liste SVPO dans le Haut-Valais et UDC dans le Valais romand). Le parti vert/libéral déposait une liste sous son propre nom dans le district de Sion, et s'alliait avec le parti chrétien-social haut-valaisan (CSPO) dans les districts de Conches, Rarogne oriental et Brigue. Le CSPO partait seul au front dans les autres districts du Haut-Valais. Les libéraux-radicaux étaient présents dans tout le Valais romand, mais seulement à Viège dans le Haut-Valais, alors que le PDC, historiquement fort en Valais, avait évidemment déposé des listes dans les treize districts. Pour terminer, le rassemblement citoyen valaisan (RCV) était en lice uniquement dans le district de Sion.

Pour l'élection à la députation, la participation s'est montée à 59.5 pour cent – 58.4 pour cent pour la suppléance. Comme pour le gouvernement, où le parti a perdu sa majorité, le scrutin s'est soldé par une déception pour le PDC. Le groupe qu'il forme avec les chrétiens-sociaux du haut du canton passe de 55 à 48 sièges. Ainsi, son érosion se poursuit, alors que la fraction était représentée par 75 élu.e.s en 2001 et possédait la majorité absolue jusqu'en 2013. En progression constante depuis 2001, l'UDC connaissait un coup d'arrêt avec la perte d'un siège, passant de 23 à 22. À l'inverse, le PLR gagnait un mandat pour arriver à 27 sièges, grâce à l'élection d'un candidat dans le Haut-Valais, où il n'avait plus de représentant depuis plusieurs législatures. Les gagnant.e.s de l'élection se situaient à gauche. Le PS, avec deux sièges supplémentaires (20 mandats) mais surtout les Vert-e-s, qui passaient de 8 à 13 représentant.e.s, réalisaient d'excellents résultats dans tout le canton. Les écologistes avaient fait leur entrée au Parlement en 2013 avec deux députés et disposaient lors de la dernière législature pour la première fois de leur propre fraction, leur donnant de la visibilité, ce qui explique selon leur président Jean-Pascal Fournier une partie de leur succès.

L'autre fait marquant de cette élection résidait dans la représentation féminine, qui faisait un bond spectaculaire en passant de 19.2 à 34.6 pour cent. Les femmes occuperont ainsi 45 des 130 sièges du Grand Conseil lors de la nouvelle législature, des chiffres appelés à évoluer au gré des suppléances. Cette progression est néanmoins à mettre en perspective avec l'élection du Conseil d'État, composé dorénavant uniquement d'hommes.<sup>14</sup>

## Wahlen in kantonale Regierungen

WAHLEN  
DATUM: 14.03.1993  
MATTHIAS RINDERKNECHT

Für den zurückgetretenen Walliser Staatsrat Hans Wyer (cvp), welcher seit 1977 amtierte, kandidierte Wilhelm Schnyder. Dieser wurde im ersten Wahlgang mit dem besten Resultat gewählt. Auch der Bisherige Bernard Bornet (cvp) erreichte im ersten Durchgang das absolute Mehr. Der freisinnige Sierro verpasste das absolute Mehr nur knapp. Die beiden sozialdemokratischen Herausforderer, Thomas Burgener und Charles-Edouard Bagnoud, blieben dagegen chancenlos. Im zweiten Wahlgang, bei welchem die Beteiligung nur knapp 25% betrug, wurden Sierro sowie die zwei übrigen bisherigen Staatsräte der CVP, Raymond Deferr und Richard Gertschen, bestätigt. Obwohl sich für den zweiten Wahlgang keine Herausforderer gegen die bisherigen Regierungsräte stellten, konnten gemäss den geltenden Verfassungsbestimmungen keine stillen Wahlen durchgeführt werden.<sup>15</sup>

WAHLEN  
DATUM: 30.12.1993  
MATTHIAS RINDERKNECHT

Bei den **Wahlen in die Kantonsregierungen** erlitten die links-grünen Kräfte Niederlagen in den Kantonen Genf, wo die Linke gänzlich aus der Exekutive verdrängt wurde, und Neuenburg, wo die bis 1989 geltende Formel der parteipolitischen Zusammensetzung der Regierung wieder hergestellt wurde. Die Walliser Regierung blieb parteipolitisch gleich zusammengesetzt, im Kanton Solothurn blieb sogar die personelle Besetzung unverändert. Erstmals ist in Genf eine Frau in der Exekutive vertreten. Bis Ende des Berichtsjahres waren damit von 166 kantonalen Exekutivämtern elf (6,6%) von Frauen besetzt.

WAHLEN  
DATUM: 16.03.1997  
EVA MÜLLER

Im Wallis **verzichteten gleich drei bisherige CVP-Regierungsräte** auf eine Wiederwahl, womit sich insbesondere für die Sozialdemokraten eine Chance eröffnete, der seit 140 Jahren ohne Unterbruch mit absoluter Mehrheit regierenden CVP/CSP einen Sitz streitig zu machen. Ins Rennen ziehen konnten sie dabei mit einer national bekannten Figur, dem Präsidenten der SP Schweiz und Nationalrat Peter Bodenmann. Während die FDP mit dem Bisherigen Serge Sierro antrat, portierten die CVP/CSP neben dem Bisherigen Wilhelm Schnyder (csp) neu Jean-Jacques Rey-Bellet, Jean-René Fournier und Peter Furger (alle cvp). Der CVP-Dissident und ehemalige Nationalratspräsident Paul Schmidhalter, der aufgrund eines Streites um Autobahnvarianten gegen Furger kandidierte, sowie Michel Carron (parteilos), der Opfer der Bankenaffäre Dorsaz geworden war, traten als Protestkandidaten an. Im **ersten Wahlgang** erreichte nur gerade der Oberwalliser Schnyder das absolute Mehr. Die CVP-Kandidaten Fournier und Rey-Bellet belegten die Plätze zwei und drei, während der Bisherige Sierro den vierten Rang erreichte. Bodenmann konnte sich deutlich vor dem vierten Christlichdemokraten Furger auf Rang fünf platzieren, dem Carron und Schmidhalter auf den letzten beiden Plätzen folgten.

Der **zweite Wahlgang war von taktischen Schachzügen geprägt**. Um ihren vierten Sitz zu retten, bewegte die CVP Furger dazu, seine Kandidatur zurückzuziehen und stieg stattdessen für den zweiten Wahlgang mit einer Frau, der Visper Gemeindepräsidentin Ruth Kalbermatten, ins Rennen. Diese erhielt damit die Chance, als erste Frau in die Walliser Regierung einzuziehen. Um die Wahl des Freisinnigen Sierro nicht zu gefährden und um gleichzeitig eine Oberwalliser Mehrheit – das deutschsprachige Oberwallis stellt weniger als 30% der Bevölkerung – bestehend aus Schnyder, Kalbermatten und ihm selbst zu vermeiden, verlegte Bodenmann seinen Wohnsitz vom Bezirk Brig in den Bezirk Visp, die Stammlande von Kalbermatten. Da die Walliser Verfassung verbietet, dass zwei Staatsräte aus dem gleichen Bezirk stammen, musste es so zu einem Entscheid zwischen Kalbermatten und Bodenmann kommen. Damit war der FDP-Kandidat so gut wie gewählt, und die FDP sprach sich im Gegenzug offiziell für den Kandidaten der SP aus. Die Rechnung von **Peter Bodenmann** ging auf: Er erzielte im zweiten Wahlgang das beste Resultat und zog als **erster Sozialdemokrat in die Walliser Regierung** ein. Hinter ihm folgten der Freisinnige Sierro sowie die beiden CVP-Kandidaten Fournier und Rey-Bellet, die damit ebenfalls gewählt wurden. Der erstmalige Griff zum Frauenbonus ging für die CVP nicht auf: Kalbermatten, die aus Krankheitsgründen kaum einen Wahlkampf bestreiten konnte, landete auf dem fünften Platz und verpasste damit den Einzug in die Regierung. Carron belegte den letzten Platz; Schmidhalter war nicht mehr angetreten. Damit wurde die sechzigjährige Regierungsformel (4 CVP, 1 FDP) geknackt. Während die SP vom Vorwurf verschont blieb, sie hätte mit ihrem "Papiertrick" eine Frauenwahl verhindert, musste sich die CVP auch in CVP-Hochburgen Kritik an ihrem langjährigen System der Machterhaltung und Klientelwesen gefallen lassen.<sup>16</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 18.03.2001  
MAGDALENA BERNATH

Für die Gesamterneuerungswahlen in den fünfköpfigen Staatsrat **beschränkte sich die CVP/CSP** mit Jean-René Fournier (cvp), Jean-Jacques Rey-Bellet (cvp) und Wilhelm Schnyder (csp) **auf das Halten ihrer drei Sitze**. Die SP trat mit Thomas Burgener an, der 1999 Peter Bodenmann ersetzt hatte. Der Freisinnige Serge Sierro hingegen reichte seinen Rücktritt ein, worauf die FDP den Gemeindepräsidenten von Port-Valais und Präsidenten der Walliser FDP Claude Roch nominierte. Um den Frauen endlich eine Vertretung in der Walliser Regierung zu geben, entschloss sich die ehemalige Präsidentin der FDP, Cilette Cretton aus Martigny, zu einer wilden Kandidatur. Der Unabhängige Michel Carron bewarb sich ebenfalls um ein Amt. Die CVP/CSP brachte ihre drei Kandidaten bereits im ersten Wahlgang problemlos durch: Jean-René Fournier erreichte mit 52,3% das Bestresultat, gefolgt von Wilhelm Schnyder und Jean-Jacques Rey-Bellet. Der Sozialdemokrat Thomas Burgener und die beiden Freisinnigen verpassten das absolute Mehr. Cilette Cretton erhielt mit 21'400 Stimmen nur 3400 Stimmen weniger als Claude Roch, zudem lag sie in 9 von 13 Bezirken vorne. Damit stellte die Frauenkandidatur eine echte Herausforderung für die beiden offiziellen Bewerber dar.

Für den zweiten Wahlgang beschloss die CVP Stimmfreigabe, favorisierte jedoch Roch, um die rechte Mitte in der Regierung zu stärken. Die SP verzichtete ebenfalls auf eine Empfehlung und stiess damit die FDP, ihre ehemalige Verbündete von 1997, vor den Kopf. Mit vierzig Prozent aller Stimmen (rund 39'000) erzielte Burgener das beste Resultat. Roch erreichte 31'000, und auf Cretton entfielen 26'000 Stimmen. Die Oberwalliserinnen und -walliser hatten ihren Kandidaten Burgener nicht gefährden wollen und keinen zweiten Namen auf den Wahlzettel geschrieben; sonst wären Cretton, die in der FDP dem linken Flügel angehörte, wohl die linken Wählerstimmen Burgeners zugute gekommen. Roch hingegen profitierte von den Wählenden der CVP, soweit sie zur Urne gingen; diese hatten offensichtlich darauf verzichtet, der traditionellen Gegnerin FDP einen Streich zu spielen. Damit wurde die 1997 mit dem Einzug des Sozialdemokraten Peter Bodenmann **neu definierte Regierungsformel 3 CVP, 1 FDP, 1 SP bestätigt**, doch ist immer noch keine Frau in der Walliser Exekutive vertreten. Geblieben ist mit zwei Vertretern des deutschsprachigen Kantonsteils (Burgener und Schnyder) auch die sprachregionale Verteilung.<sup>17</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 01.03.2009  
SABINE HOHL

Bei den **Staatsratswahlen** im Kanton Wallis traten Jean-Michel Cina (cvp) und Claude Roch (fdp) erneut an. Jean-René Fournier (cvp) und Jean-Jacques Rey-Bellet (cvp) traten zurück. Die neuen Kandidaten der CVP waren Jacques Melly und Maurice Tornay. In der internen Nominierung hatten sich diese zum konservativen Lager gehörenden Kandidaten gegen den nationalen CVP-Präsidenten Christophe Darbellay und gegen Marie-Françoise Perruchoud-Massy durchgesetzt. Thomas Burgener (sp) trat ebenfalls nicht mehr an. Für die SP kandidierte neu Esther Waeber Kalbermatten, für die sich die Chance bot, als erste Frau in die Walliser Regierung einzuziehen. CVP, FDP und SP strebten keine Sitzgewinne an, sondern beschränkten sich darauf, ihre Sitze zu verteidigen und betrieben damit einen freiwilligen Proporz. Als Herausforderer der grossen Parteien traten Christlichsoziale, SVP und Grüne an. Die Oberwalliser Christlichsozialen nominierten Graziella Walker, die SVP (die erstmals zu einer Staatsratswahl antrat) Franz Ruppen und die Grünen Marylène Volpi Fournier. Als unabhängiger Kandidat trat Eric Felley, ein Journalist, an. Das Ziel seiner Kandidatur bestand vor allem darin, einen zweiten Wahlgang zu bewirken, in dem dann möglicherweise andere CVP-Kandidaten als die Nominierten zum Zug kommen könnten. Das Walliser Wahlrecht erlaubt neue Kandidaturen für einen zweiten Wahlgang. Im ersten Wahlgang erreichte niemand das absolute Mehr. Am meisten Stimmen erhielt Jean-Michel Cina (cvp) vor seinen Parteikollegen Tornay und Melly. Cina erreichte einen Stimmenanteil von rund 40%, ein für einen Walliser CVP-Kandidaten schlechtes Resultat. Auf die drei CVP-Kandidaten folgten Claude Roch (fdp) und Esther Waeber Kalbermatten (sp). An sechster Stelle lag Franz Ruppen (svp), der im Oberwallis gut abschnitt. Einen Achtungserfolg erzielten Marylène Volpi Fournier und Graziella Walker. Beide übertrafen die Wähleranteile ihrer Parteien deutlich. Sie lagen aber ca. 10'000 Stimmen hinter Waeber Kalbermatten (sp) zurück. Eric Felley erreichte das für einen zweiten Wahlgang benötigte Quorum von 8% der Stimmen. Es kam jedoch zu keinem zweiten Wahlgang, weil es keine dissidenten CVP-Kandidaten gab, die gemeinsam mit Felley antreten wollten. Zudem verzichteten Ruppen (svp), Walker (csp) und Volpi Fournier (gp) auf einen zweiten Wahlgang. Damit wurden Cina, Tornay und Melly (alle cvp), Roch (fdp) und Waeber Kalbermatten (sp) in stiller Wahl gewählt. Esther Waeber Kalbermatten zog als erste Frau in die Walliser Regierung ein.<sup>18</sup>

Ein Ereignis, das die Gesamterneuerungswahlen für den Walliser Staatsrat mit beeinflusste, hatte bereits 2012 seinen Anfang genommen. Der damalige Polizeikommandant und aussichtsreiche Kandidat der FDP, Christian Varone, war in der Türkei des versuchten Diebstahls und Schmuggels von antiken Kulturgütern angeklagt worden. Er hatte zugegeben, einen Stein von einer Kulturstätte als Souvenir nach Hause genommen zu haben, wäre sich aber der Bedeutung nicht bewusst gewesen. Die Walliser FDP hielt trotz der vehementen Warnungen von alt Bundesrat Pascal Couchepin an ihrem Kandidaten fest, obwohl das Gerichtsverfahren in der Türkei zuerst auf Ende Februar angesetzt war, die Wahlen aber bereits Anfang März stattfanden. Die „**Stein-Affäre**“ wurde im Walliser Wahlkampf abgesehen von ein paar ironischen Seitenhieben praktisch nicht bemüht. Die Geschichte wurde aber vor allem von den ausserkantonalen Medien dankbar aufgenommen. Das zweite beherrschende Thema des Wahlkampfes war die **Kandidatur von SVP-Nationalrat Oskar Freysinger**. Pikanterweise stammen Freysinger wie Varone aus Savièse. Weil laut kantonalen Verfassung nur ein Staatsrat pro Wahlkreis gewählt werden kann, wurde die Bewerbung Freysingers von den Medien zu einem Duell Varone vs. Freysinger hochstilisiert. Dieses versprach zusätzlich Spannung, weil beide Kandidierenden mit ihrer rechtskonservativen, auf Sicherheit, Recht und Ordnung bedachten Politik ähnliche Wählerschichten ansprachen. Der auf nationaler Ebene als pointiert wahrgenommene Freysinger trat zudem im kantonalen Wahlkampf überaus konziliant auf. Ob dieser medial stark bearbeiteten Ausgangslage ging der eigentliche Wahlkampf fast unter. Weil vier der fünf Bisherigen – Jean-Michel Cina, Jacques Melly und Maurice Tornay von der CVP und Esther Waeber-Kalbermatten von der SP – wieder antraten, wurde allgemein erwartet, dass es bei der bisherigen Zusammensetzung (3 CVP, 1 FDP, 1 SP) bleiben würde. Einzig Claude Roch (fdp) war zurückgetreten. Diesen Sitz sollte Varone verteidigen. Neben den vier Bisherigen, Varone und Freysinger wurde Christoph Clivaz von den Grünen ins Rennen geschickt, dem aber – auch weil er ebenfalls im Bezirk Sitten antrat – kaum Chancen eingeräumt wurden. Die drei CVP-Kandidierenden fielen mit einer eigentlichen Ochsentour mit zahlreichen Wahlveranstaltungen auf. Dies trotz der für sie relativ sicheren Ausgangslage, weil anders als noch 2009 die Christlichsozialen aus dem Oberwallis (die so genannten „Gelben“) keinen Herausforderer stellten, sondern mit den „Schwarzen“ der CVP einen Schulterchluss vollzogen hatten. Die CVP und die SP betonten die bisherige gute Zusammenarbeit und setzten beide auf Varone. Bei der SP war dies durchaus mit Hintergedanken verbunden, da bei einem möglichen zweiten Wahlgang ihr Oberwalliser Sitz von einem neuen FDP-Kandidierenden angegriffen werden könnte, sollte Varone gegen Freysinger nicht punkten. Sachpolitik spielte im Wahlkampf eine eher untergeordnete Rolle, obwohl die Umsetzung der Zweitwohnungsinitiative und die anstehende Revision des Raumplanungsgesetzes, die zudem zeitgleich mit den Walliser Wahlen an die Urne kam, insbesondere für den Kanton Wallis starke Auswirkungen hatten. Zu reden gab dafür die Veröffentlichung eines Videos, auf dem der Einsatz der Walliser Polizei nach einem tragischen Verkehrsunfall mit einem belgischen Reisecar zu sehen war. Angeblich war das Video ins Internet gestellt worden, um die Kritik der belgischen Eltern am zu langsamen Polizeieinsatz zu entkräften. Die Veröffentlichung geschah allerdings ohne das Wissen der Polizeidirektorin Waeber-Kalbermatten und wurde in den Medien als Werbung für den Polizeikommandanten – Christian Varone – verstanden. Für Kritik insbesondere bei der CVP und der FDP sorgte die Ankündigung Freysingers, bei einer allfälligen Wahl das Nationalratsmandat weiterhin ausüben zu wollen.

Der **erste Wahlgang brachte ein eigentliches Erdbeben**. Nicht die drei Bisherigen der CVP, sondern der Herausforderer der SVP, Oskar Freysinger, erzielte die meisten Stimmen. Mit 53'178 Wählern distanzierte er den ebenfalls neu angetretenen Christian Varone (32'422 Stimmen) um über 20'000 Stimmen. Dies kam einer veritablen Ohrfeige für die FDP gleich. Jean-Michel Cina (50'256 Stimmen), Jacques Melly (47'589 Stimmen) und Maurice Tornay (46'728 Stimmen) blieben zudem nur die Ränge zwei bis vier. Esther Waeber-Kalbermatten folgte mit 35'491 Stimmen auf dem fünften Rang. Abgeschlagen war Christophe Clivaz, der 15'856 Stimmen erhielt. Dass Varone in Savièse doppelt so viele Stimmen holte wie Freysinger war ein schwacher Trost für die FDP. Bei einer wohl auch aufgrund der gleichzeitig stattfindenden Abstimmung zur Revision des Raumplanungsgesetzes sehr hohen Wahlbeteiligung von 68,1% (2009: 54,6%) erreichte allerdings keiner der Kandidierenden das absolute Mehr (67'870 Stimmen). Der Erfolg von Freysinger und die Niederlage von Varone wurden in einigen Medien als Folge der Stein-Affäre interpretiert. Im Kanton Wallis selber wurde hingegen eher vermutet, dass Freysinger als eigentlicher „Politstar“ mehr Wahlberechtigte von sich überzeugen konnte als alle anderen Kandidierenden. Das Resultat wurde denn auch als Zeichen eines Protestes gegen verkrustete Strukturen gewertet. Die CVP begründete ihr unerwartet schwaches Abschneiden mit der gleichzeitigen Abstimmung zur



Raumplanungsrevision und der entsprechenden Ja-Parole der nationalen CVP.

Noch am Montag nach den Wahlen gab Varone bekannt, nicht für einen zweiten Umgang zur Verfügung zu stehen. Ebenso zog sich Christoph Clivaz (gp) zurück. Die FDP nominierte mit ihrem Kantonalpräsidenten Léonard Bender einen Ersatzkandidaten und sorgte damit dafür, dass ein zweiter Wahlgang angesetzt werden musste. Bender trat im Wahlkreis Martigny an und bedrohte damit keinen der restlichen fünf Kandidierenden direkt. Ein Aufruf für die Abwahl eines CVP-Kandidierenden, um eine neue Walliser Zauberformel und eine adäquatere Vertretung der Parteien in der Regierung einzuläuten, fruchtete trotz ganzseitigem Inserat im Blick nichts: Der zweite Umgang wurde zwei Wochen nach dem ersten nicht nur zu einem **Triumph für Oskar Freysinger**, sondern besiegelte auch die **Verdrängung der FDP aus dem Walliser Staatsrat nach 76 Jahren Regierungsbeteiligung**. Bei einer erneut hohen Stimmbeteiligung von 64,8% setzte sich Freysinger mit 56'913 Stimmen erneut deutlich an die Spitze. Erstmals zog die SVP damit in die Walliser Regierung ein. Überraschend auf Platz zwei folgte Esther Waeber-Kalbermatten mit 48'602 Stimmen. Das CVP-Trio mit Jean-Michel Cina (46'469 Stimmen), Jacques Melly (42'862 Stimmen) und Maurice Tornay (41'792 Stimmen) lag deutlich vor Léonard Bender, der für die FDP 29'874 Stimmen holte. Freysingers Doppelmandat stiess nach den Wahlen weiterhin auf Kritik und es wurde erwartet, dass der neu gewählte Regierungsrat mit einer starken Opposition im Parlament rechnen muss. Der neu gekürte SVP-Staatsrat konnte zudem nicht das von ihm gewünschte Departement für Sicherheit übernehmen (es verblieb bei Waeber-Kalbermatten) sondern musste mit dem Departement für Erziehung Vorlieb nehmen, wo einige einschneidende Reformen anstanden. Kurz nach den Wahlen wurde das Urteil aus der Türkei gegen Varone publik. Varone war wegen versuchten Diebstahls von Kulturgut zu einem Jahr und 15 Tagen Gefängnis unter Aufschub verurteilt worden. Das Urteil hatte somit keine strafrechtlichen Folgen und Varone wurde wieder als Polizeikommandant eingesetzt.<sup>19</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 05.03.2017  
DIANE PORCELLANA

Les ministres sortants Esther Waeber-Kalbermatten (ps), Jacques Melly (pdc) et Oskar Freysinger (udc) briguent un siège au sein de l'**exécutif cantonal valaisan pour la législature 2017-2021**. Les PDC Maurice Tornay et Jean-Michel Cina ne se représentent plus. Alors que le Parti socialiste romand souhaitait proposer une liste ouverte avec, aux côtés d'Esther Waeber-Kalbermatten, Stéphane Rossini et peut-être d'autres forces de gauche, dans le Haut-Valais, seule la candidature de la haut-valaisanne était voulue. Une liste ouverte, selon le parti du Haut, diviserait les forces et mettrait en péril le siège socialiste et haut-valaisan. De plus, Stéphane Rossini avait ouvertement critiqué le bilan de sa partenaire de parti. Dans l'autre partie du canton, la candidature de Stéphane Rossini est estimée de grande valeur et nécessaire puisque 85% de l'électorat socialiste s'y trouve. Au final, ce sera l'option romande qui primera et le candidat du Centre Gauche PCS Jean-Michel Bonvin figurera sur la même liste. Le PLR avance Claude Pottier et Frédéric Favre, novice en politique et qui a adhéré au parti moins de six mois avant sa candidature. Les Verts lancent pour la quatrième fois un candidat dans la course, ce sera Thierry Largey. Chez les démocrates-chrétiens, il y a un triple ticket avec Christophe Darbellay, Jacques Melly et le conseiller national haut-valaisan Roberto Schmidt. Le mouvement Rassemblement Citoyen Valais (RCV), créé sur les réseaux sociaux en 2014, propose le porte-parole de la police valaisanne Jean-Marie Bornet. Après le refus du PLR de constituer une liste commune, l'UDC présente avec Oskar Freysinger la candidate haut-valaisanne Sigrid Fischer-Willa. Sur leur liste «Ensemble à droite», s'ajoute l'ancien président du Grand Conseil, le PDC Nicolas Voide. Il souhaite que la population puisse choisir un candidat représentant l'aile conservatrice du parti, plutôt que d'avoir seulement le choix entre des personnalités démocrates-chrétiennes plus centristes. Son président de parti n'était pas au courant et plusieurs personnes ont demandé l'exclusion du parti. L'alliance de droite est en faveur d'une préférence à l'emploi des résidents valaisans, pour la création d'un centre nordique de sports de neige à Conches et la mise en place de commissions citoyennes notamment. D'après l'art. 52 al. 9 Cst valaisanne, une seule élue ou élu peut siéger par district au gouvernement cantonal. Ainsi, Nicolas Voide défie Christophe Darbellay sur le district de Martigny, Stéphane Rossini, Frédéric Favre et Jean-Marie Bornet sont adversaires sur le district de Conthey. Sigrid Fischer-Willa concourt contre Esther Waeber-Kalbermatten dans le district de Brigue. Finalement, Oskar Freysinger, Jean-Michel Bonvin et Thierry Largey sont en compétition sur le district de Sion. Avec 10 candidats sur 13 venant du Bas-Valais et une démographie haut-valaisanne en baisse, le second siège haut-valaisan est en danger. Avec la perte de quatre sièges haut-valaisans au Grand Conseil, il est attendu des germanophones une forte mobilisation en faveur des candidates et candidats haut-valaisans.

La société civile s'est impliquée dans la campagne. Plus de 1'000 personnes se sont rassemblées pour exprimer leur mécontentement par rapport à Oskar Freysinger suite à un appel d'un enseignant de Monthey en réaction à une affiche UDC. En parallèle, une campagne de financement participative, «Coupons-lui la queue», qui deviendra «Coupons-lui la voie», a pu récolter suffisamment d'argent pour envoyer un tout-ménage afin de barrer la route à Oskar Freysinger. Les raisons invoquées à cette action sont liées à la gestion de son département et aux nombreuses affaires qui ont fait scandales durant la législature. En raison de la règle du district, le tout-ménage recommande d'élire Thierry Largey et Jean-Michel Bonvin. En début de campagne, Christophe Darbellay a tout de suite tenté d'étouffer l'affaire révélée par la presse alémanique relative à la naissance de son quatrième enfant hors mariage. Il affrontait particulièrement Oskar Freysinger et focalisa son énergie pour assurer du soutien en raison de la participation de son ennemi politique de longue date Nicolas Voide à la course à l'exécutif cantonal. Chez les socialistes, Esther Waeber-Kalbermatten et Stéphane Rossini ont plutôt joué le coude-à-coude que le côte-à-côte. Esther Waeber-Kalbermatten sera fortement critiquée par le Réseau santé Valais pour sa gestion du Service de la santé. L'ancienne conseillère fédérale socialiste Micheline Calmy-Rey a exprimé son soutien à Stéphane Rossini. Claude Pottier commettra l'erreur d'émettre l'éventualité d'une alliance avec la liste du Parti agrarien au second tour, ce qui a eu pour conséquence de froisser un peu son parti. En somme, l'attention médiatique s'est plutôt focalisée sur les erreurs et scandales des différentes personnalités et sur leurs querelles. Les autres candidatures ont été passées sous silence et il y a eu peu de débats sur les questions de fond.

Avec une participation de 58.1% et une majorité absolue de 60'793 suffrages, personne n'est élu au premier tour. Les trois candidats de la liste PDC arrivent en tête, Christophe Darbellay avec 51'160 voix, Jacques Melly avec 50'518 voix et Roberto Schmidt avec 49'964 voix. Viennent ensuite les socialistes Esther Waeber-Kalbermatten avec un score de 34'120 voix et Stéphane Rossini, 32'788 suffrages. En sixième position arrive Oskar Freysinger avec 30'857 voix, il est suivi par Nicolas Voide, 26'305 voix. Jean-Michel Bonvin obtient 22'763 voix, Frédéric Favre 22'731 suffrages, Sigrid Fischer-Willa 20'185 voix, Thierry Largey 17'890, Jean-Marie Bornet 17'389 et, finalement, Claude Pottier 16'798 voix. Ainsi, Oskar Freysinger aurait perdu, comparé à 2013, 32% de son électorat.

Au vu des résultats, le PS relance Esther Waeber-Kalbermatten et Stéphane Rossini pour le second tour. Ils seront en compagnie des trois colistiers PDC, d'Oskar Freysinger et de Frédéric Favre. Les Verts jettent l'éponge en raison du score et à la demande des autres partis politiques pour éviter un éparpillement des voix. Ne donnant aucune recommandation, ils souhaitent cependant la non réélection d'Oskar Freysinger. En raison de l'art. 52 al. 2 Cst valaisanne, Christophe Darbellay, étant le seul candidat pour les districts de Martigny, Entremont, St-Maurice et Monthey, est élu en obtenant une seule voix. La campagne du second tour a été courte, deux semaines séparent les deux scrutins. Un second appel anti Oskar Freysinger, «Appel du 19 mars: pour un Valais équilibré et apaisé», a été lancé sur les réseaux sociaux et demande de soutenir les trois PDC, le PLR et la socialiste haut-valaisanne. Le mouvement «Coupons-lui la voie» appelle à voter cette fois pour les deux socialistes, le PLR et à ajouter deux PDC afin d'écarter Oskar Freysinger. Attaqué, Oskar Freysinger a tenté de séduire l'électorat germanophone en mettant en avant ses racines haut-valaisannes. Les jaunes (CSP), les noirs (CVP) et l'UDC du Haut-Valais recommandent Esther Waeber-Kalbermatten afin de conserver le second siège haut-valaisan.

Lors d'un tour de table, la population a eu l'occasion de poser directement des questions à la candidate et aux candidats. Les trois candidats PDC, avec plus de 15'000 voix d'avance sur la quatrième candidate au premier tour, sont intouchables. Le PS aurait des chances de placer deux membres au gouvernement cantonal. Esther Waeber-Kalbermatten peut compter sur le Haut-Valais pour le maintien des deux sièges socialistes et sur le mouvement de femmes hors partis qui s'est mobilisé dans le Valais romand. Stéphane Rossini comptabilise plus de 10'000 voix d'avance sur Frédéric Favre et avec les actions anti Oskar Freysinger, il y a peu de chances qu'il se fasse devancer par le candidat agrarien. Toutefois, la droite ne veut pas d'un gouvernement de gauche, à savoir deux socialistes aux côtés de Roberto Schmidt. Pour maintenir la droite au gouvernement sans Oskar Freysinger, il faudrait que le PLR réussisse à devancer Stéphane Rossini ainsi que l'UDC. Il pourrait bénéficier du soutien du Haut-Valais qui l'appuierait pour protéger sa représentante régionale.

Avec une participation de 61.3%, dans le nouveau Conseil d'Etat siègent Roberto Schmidt (59'616 voix), Jacques Melly (57'582 voix), Christophe Darbellay (54'338 voix),

Esther Waeber-Kalbermatten (53'990 suffrages) et Frédéric Favre (44'644 suffrages). Oskar Freysinger, avec 42'520 voix, est évincé du gouvernement cantonal et Stéphane Rossini arrive en dernière position avec 40'429 voix. C'est la première fois qu'un candidat libéral-radical obtient plus de 20% de suffrages du Haut-Valais. Les jaunes et les noirs ont protégé Esther Waeber-Kalbermatten, mais ont également largement voté pour le candidat PLR. Ainsi, le Haut-Valais maintient ses deux sièges et le siège UDC passe en mains des PLR. Frédéric Favre, en charge des institutions, s'attaque à la règle constitutionnelle «un membre du Conseil d'Etat par district» avant la révision de la Constitution cantonale. Il a proposé au Grand Conseil de la supprimer.

Suite à des constats de fraudes électorales, les communes de Brigue, Viège et Naters ont déposé plainte après le second tour auprès du Ministère public valaisan. Plusieurs citoyennes et citoyens n'ont pas reçu leur matériel de vote, bien que leur voix ait été comptabilisée. La commune de Brigue avait constaté des fraudes lors du premier tour, mais n'en avait pas informé les autorités puisqu'elles ne concernaient que peu de cas. L'élection du pouvoir législatif aurait également été touchée par ces problèmes. Une enquête pénale a donc été ouverte. L'UDC du Valais romand a également fait recours contre le second tour de l'élection du Conseil d'Etat. Il a déposé une motion d'ordre auprès du Grand conseil, lors de la séance constitutive du 27 mars, pour ajourner l'assermentation du nouveau collège gouvernemental en raison des soupçons de fraudes. Celle-ci fut balayée par 105 voix contre 23. Le parlement cantonal a refusé d'émettre une réserve pour l'élection de l'exécutif et le Conseil d'Etat a pu alors prêter serment. Le soir même, l'UDC a déposé un second recours, dans lequel il accuse un démocrate-chrétien albanophone de Naters. Suite au préavis négatif de la Commission de justice du Grand conseil, l'UDC Valais romand l'a retiré. Toutefois, suite à la validation de l'élection par le Grand conseil, il décide de la contester en soumettant un recours au Tribunal fédéral. Il le retirera quelques mois plus tard, voyant les chances qu'il aboutisse faibles. Dans le cadre de l'enquête relative aux plaintes communales, un Suisse, membre de l'UDC haut-valaisanne a été arrêté. Le PLR et les Jeunes socialistes ont dès lors, dans la presse, exigé que l'UDC Valais romand présente ses excuses à la communauté albanophone. Les jaunes ont demandé un recomptage des voix pour le district de Brigue suite à cette découverte de l'enquête. Ils demandent, en outre, que la répartition des sièges au sein du législatif après le recomptage des voix soit examinée et que des mesures soient prises en fonction des résultats. Puisque l'élection du Grand Conseil a été validée, il ne peut y avoir une modification de la répartition des sièges. La Commission de justice du Grand Conseil attend le résultat de l'enquête pénale sur la fraude électorale avant de statuer sur la question du recomptage des voix dans le Haut-Valais.<sup>20</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 07.03.2021  
MATHIAS BUCHWALDER

Le 7 mars **2021**, la population valaisanne renouvelait ses autorités, autant au niveau du législatif que de l'exécutif. Élu en 2009 et première femme à siéger au **Conseil d'État valaisan**, la ministre socialiste Esther Waeber-Kalbermatten, qui avait victorieusement défendu son siège face à la candidature de son camarade de parti Stéphane Rossini lors des élections précédentes, ne se représentait pas. Dès lors, la possibilité de revenir à un collège composé uniquement d'hommes attisait l'inquiétude d'une partie de l'électorat. Cette éventualité prenait de l'épaisseur avec la candidature du saviésan Mathias Reynard (ps) pour succéder à la haut-valaisanne. Celui-ci était l'option privilégiée des socialistes valaisans pour conserver leur siège, de par son charisme et son expérience politique, lui qui siégeait au Conseil national depuis 2011 – il avait alors 24 ans – et a manqué de peu d'accéder à la chambre haute lors des dernières élections fédérales. Reynard renonçait ainsi à briguer la co-présidence du parti socialiste suisse aux côtés de Priska Seiler Graf (ps, ZH), laissant le champ libre au duo composé de Mattea Meyer (ps, ZH) et Cédric Wermuth (ps, AG). Partant avec de maigres chances d'entrer à l'exécutif, les Vert-e-s lançaient deux femmes, Magali di Marco et Brigitte Wolf, sur une liste commune avec Mathias Reynard. Parfois critiqués pour ne pas avoir présenté de femme, les socialistes rejetaient la faute sur les autres partis, pointant en particulier l'inexistence de candidature féminine chez les démocrates-chrétiens, malgré leur majorité historique au Conseil d'État. En effet, et c'est là que se situait le deuxième grand enjeu de ce scrutin, le PDC valaisan avait jusqu'alors toujours disposé d'au moins trois mandats à l'exécutif. Cependant, sa domination s'était érodée ces dernières années, le parti ne représentant aujourd'hui plus que 35 pour cent de l'électorat. Comment dès lors justifier ces trois sièges sur cinq au gouvernement? Cela avait pour effet d'aiguiser l'appétit des autres partis, et notamment de l'UDC qui espérait reconquérir le siège perdu en 2017 suite à la non-réélection d'Oskar Freysinger (udc). Le parti agrarien misait pour cela sur le conseiller national haut-valaisan Franz Ruppen (udc). Frédéric Favre, qui avait permis au PLR de faire son entrée à l'exécutif en

2017, se représentait pour un deuxième mandat, alors que le PDC souhaitait défendre le siège laissé vacant par Jacques Melly, qui quittait le gouvernement après trois mandats, avec la candidature de Serge Gaudin, peu connu du grand public. Celui-ci se présentait aux côtés des sortants Roberto Schmidt (pdc) et Christophe Darbellay (pdc).

Les enjeux de représentation féminine et partisane, évoqués ci-dessus, ont éclipsé les arguments et les programmes des partis durant la campagne. La pandémie de Covid-19, la crise climatique, les problèmes de l'administration cantonale ou encore le dossier de la construction de l'autoroute entre le Valais romand et le Haut-Valais, serpent de mer de la politique valaisanne, n'ont ainsi pas été au centre des débats, regrettait le directeur de publication du Walliser Bote dans le Nouvelliste. Les candidates et candidats se sont néanmoins positionnés sur différentes thématiques. Dans la ligne sociale de son parti, Mathias Reynard a notamment exprimé sa volonté de revaloriser les conditions de travail du personnel de santé ainsi que d'améliorer l'accès aux aides Covid pour les entreprises. Pour sa part, le haut-valaisan Roberto Schmidt affirmait que par son entremise, le Valais avait été l'un des cantons les plus rapides à accorder les aides. Frédéric Favre et Christophe Darbellay ont aussi fait connaître leur volonté de soutenir l'économie pour sortir de la crise en limitant les dégâts. Darbellay, en tant que ministre de l'éducation, appuyait l'«excellente» qualité de l'enseignement valaisan, alors que Frédéric Favre soutenait la promotion de femmes à des postes-clés, en particulier dans l'administration cantonale. Mais encore, le candidat UDC Franz Ruppen clamait son soutien à l'agriculture et aux PME, qui étaient également défendues par Serge Gaudin. Celui-ci se positionnait aussi sur des sujets écologiques, souhaitant faire du Valais un exemple de durabilité, des thèmes évidemment exploités par les candidates vertes. Magali di Marco et Brigitte Wolf soutenaient notamment la transition énergétique et les mesures en faveur du maintien de la biodiversité.

En outre, le candidat démocrate-chrétien Serge Gaudin, originaire d'Évolène mais habitant de Grimisuat, a déménagé, durant la campagne, dans sa commune d'origine, pour éviter de se confronter à Mathias Reynard dans le district de Sion, la constitution valaisanne ne permettant qu'un seul élu par district.

Si des discussions entre le PS, le PLR et l'UDC ont eu lieu, aucune alliance officielle n'a vu le jour pour contrecarrer les plans du PDC avant le premier tour. Les deux ministres sortants Roberto Schmidt (62'031 voix) et Christophe Darbellay (56'331 voix) sont sortis en tête, pas perturbés par une affaire de dîner clandestin dans un restaurant fermé à cause de la pandémie, révélée par le Nouvelliste quelques jours avant le scrutin. Mathias Reynard réalisait le troisième meilleur score avec 51'539 voix, suivi par Frédéric Favre avec 50'199 voix. La lutte était serrée pour la cinquième place entre Serge Gaudin (45'452 voix) et Franz Ruppen (44'734 voix), alors que les deux candidates vertes terminaient sans surprise plus loin, avec 31'567 voix pour Brigitte Wolf et 30'721 pour Magali di Marco. Les espoirs de voir une femme être élue s'envolaient et l'hypothèse d'un Conseil d'État cent pour cent masculin se confirmait. Le suspens demeurait cependant quant au maintien du troisième siège PDC. Bien qu'en ballottage favorable avec sa cinquième place, Serge Gaudin semblait en danger face à Franz Ruppen, qui comptait sur la forte mobilisation du Haut-Valais lors du deuxième tour pour permettre aux germanophones de garder leurs deux sièges à l'exécutif. Les sièges de Mathias Reynard et de Frédéric Favre ne semblaient pas encore garantis, les candidats PS et PLR ayant réalisés, avec presque 40 pour cent des voix, des scores largement supérieurs à la force de leurs partis respectifs, qui plafonnent aux alentours de 20 pour cent. La participation s'est élevée à 60.84 pour cent.

Grâce au retrait de Magali di Marco avant le deuxième tour, Christophe Darbellay était déjà certain d'être élu en tant que dernier représentant du Bas-Valais. La constitution valaisanne stipule en effet que chacune des trois régions (Bas-Valais, Valais Central, Haut-Valais) doit disposer d'au moins un conseiller d'état. Comme Roberto Schmidt avait réalisé un excellent score au premier tour, c'est un match à quatre pour trois sièges qui se profilait en vue du deuxième tour. Le PS, le PLR et l'UDC du Valais romand (UDCVr) lançaient ainsi un appel à élire un gouvernement composé de deux élus PDC, un PLR, un PS et un UDC. Cherchant par tous les moyens à défendre son troisième siège, le PDC se retrouvait embourbé dans une stratégie contradictoire. Alors que le parti s'était toujours montré favorable à l'octroi de deux sièges à la minorité germanophone du canton, son adversaire le plus proche était désormais le haut-valaisan Ruppen. Pour s'éviter une déconvenue, les démocrates-chrétiens appelaient leur électoral à serrer les rangs pour éviter d'apporter des voix aux autres candidats, notamment Frédéric Favre, que Roberto Schmidt et Christophe Darbellay avaient pourtant soutenu lors du premier tour. Ce revirement était sanctionné lors du second tour le 28 mars 2021. Serge Gaudin échouait à être élu, occupant la sixième place avec 37'414 voix, alors que Christophe Darbellay terminait étonnamment cinquième, avec

43'799 voix. Massivement soutenu par le Haut-Valais, Franz Ruppen prenait la deuxième place avec 50'982 voix, seulement devancé par Roberto Schmidt (55'698 voix). Avec 49'094 voix, Mathias Reynard était troisième tandis que la quatrième place revenait à Frédéric Favre avec 48'990 voix. Pour ce deuxième tour, la participation était de 55.61 pour cent.

Pour la première fois, la population valaisanne a donc élu un gouvernement dont la majorité ne revient pas au PDC. Le parti avait perdu sa majorité au Grand Conseil en 2013.<sup>21</sup>

### Kantonale Ersatzwahlen

#### WAHLEN

DATUM: 16.02.1992

MATTHIAS RINDERKNECHT

Als Nachfolger des in den Nationalrat gewählten Comby (fdp) wurde Serge Sierro (fdp), Stadtpräsident von Sierre, gewählt. Da im Kanton Wallis **keine stillen Wahlen erlaubt** sind, kam die normale Wahlprozedur, obwohl sich nur ein Kandidat für die Nachfolge Combys bewarb, zur Anwendung. Bei einer Wahlbeteiligung von 36,3% legten mehr als ein Viertel einen leeren Wahlzettel ein.<sup>22</sup>

#### WAHLEN

DATUM: 23.05.1999

DANIEL BRÄNDLI

Um die Nachfolge des zurücktretenden Peter Bodenmann (sp) war im Wallis schon vor Jahresende der Wahlkampf entbrannt. Anfangs Mai machten sich vier Kandidaten den traditionsgemäss dem deutschsprachigen Kantonsteil zugestandenen Sitz bei zahlreichen Podiumsveranstaltungen und Presseterminen strittig. Der offizielle Kandidat der SP, Nationalrat Thomas Burgener, hatte die interne Ausmarchung in der Partei für sich entscheiden können. Seine Konkurrentinnen waren die CVP-Vize-Präsidentin Viola Amherd, die Direktorin der Westschweizer Wirtschaftsförderung Chantal Balet (lp) und der als chancenlos geltende Michel Marron, ein Gründungsmitglied der Walliser SVP. Im ersten Wahlgang holte Burgener die meisten Stimmen, gefolgt von Amherd und Balet, die im Oberwallis nur ganz wenig Stimmen holen konnte. Obwohl die Liberale Balet weiterhin im Rennen blieb, kündigten die Freisinnigen ein stärkeres Engagement für den Erhalt der bestehenden Regierungszusammensetzung, also für die Wahl des Sozialdemokraten Burgener, an. Im zweiten Wahlgang übertraf Burgener sein Resultat aus dem ersten Wahlgang um Längen und siegte mit 34'748 Stimmen und einem Vorsprung von 8317 Stimmen auf Amherd. Von den übrigen drei Kandidierenden erreichte niemand mehr als 10'000 Stimmen. **Burgener schwamm in allen drei Walliser Regionen oben auf.** Froh zeigten sich die FDP und die SP, gemeinsam gegen die Übermacht der CVP gewonnen zu haben. Enttäuscht hingegen waren viele Frauen; sie hatten sich in Amherd die erste Regierungsrätin im Kanton erhofft.<sup>23</sup>

### Eidgenössische Wahlen

#### WAHLEN

DATUM: 20.10.1991

MATTHIAS RINDERKNECHT

In der **Romandie** fielen die Resultate sowohl sitzmässig wie wähleranteilmässig sehr uneinheitlich, in vielen Fällen den nationalen Trends widersprechend, aus. So verlor die FDP in Genf über 5%, legte aber im Wallis, im Jura und in Neuenburg zu. Die CVP verlor in allen welschen Kantonen Anteile, ausser im Jura, wo sie sich bei Abwesenheit der PCSI um drei Prozent verbessern konnte. Einen grossen Sprung nach vorn machten die Sozialdemokraten in Genf, wo sie von 18,6 auf über 26% vorrückten, jedoch die GP gleichzeitig knapp 5% verlor. Im Jura gewann die SP ebenfalls drei Prozent und beinahe gleichviel verlor sie in Freiburg. Herausragend waren auch die Gewinne an Wähleranteilen der SD in Neuenburg und der Liberalen in Genf. Die Freisinnigen verloren in der Waadt und in Genf je ein Mandat, die SP verlor einen Sitz in der Waadt und gewann einen in Genf hinzu. Überraschend eroberte die PdA wieder ein Mandat in der Waadt, wo auch die Liberalen ihre Sitzzahl um einen auf drei ausbauen konnten.<sup>24</sup>

#### WAHLEN

DATUM: 24.10.1999

DANIEL BRÄNDLI

Im Kanton **Graubünden** vermochten die im Listenverbund angetretenen SVP, CVP und FDP den Sozialdemokraten ein Mandat abzunehmen; es ging an die SVP. Bei den Wahlen im **Wallis** übertraf die erstmals antretende SVP mit einem Stimmenanteil von 9,0% die Erwartungen. Allerdings reichte dieses Resultat nicht zum Gewinn eines Sitzes. Die sieben Walliser Mandate gingen an die CVP (4), die SP (2) und die FDP (1), wobei die Sozialdemokraten der FDP, die im welschen Kantonsteil einen Einbruch erlitten hatte, einen Sitz wegschnappen konnten.<sup>25</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 19.10.2003  
ROMAIN CLIVAZ

Les **électeurs valaisans** ont confirmé les tendances observées lors des dernières élections. D'une part, la perte du poids de la famille démocrate-chrétienne s'est poursuivie. D'autre part, le parti socialiste, avec 19,1% des voix et un gain de 2,2 points par rapport à 1999, a fini par remplacer les radicaux en tant que première force minoritaire du canton. Enfin, l'UDC a amélioré son score de 4,4 points et obtenu 13,4% des suffrages. Avec quatre nouveaux élus, la délégation valaisanne au Conseil national a été largement modifiée. Trois députés sortants n'ont pas été réélus. La répartition linguistique a également subi d'importantes modifications dans la mesure où, d'un rapport de quatre francophones pour trois germanophones, on est passé à six pour un. Les sept sièges ont été répartis entre les démocrates-chrétiens (3 sièges), les socialistes (2), les radicaux (1) et l'UDC (1).<sup>26</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 21.10.2007  
SABINE HOHL

Im **Kanton Wallis** konnte die CVP einen Sitz auf Kosten der SP gewinnen, der bisherige SP-Nationalrat Jean-Noël Rey wurde abgewählt. Das gewonnene CVP-Mandat ging an die Christlichsoziale Volkspartei Oberwallis. Die CVP erreichte bei einem Stimmenanteil von 44,9% (2003: 47,9%) insgesamt 4 Sitze, während SP, SVP und FDP je einen Sitz erringen konnten. Die SP verlor erheblich an Stimmenanteilen, sie lag nur noch bei 14,7% (2003: 19,1%). Auch die FDP blieb hinter ihrem Stimmenanteil von 2003 (17,1%) zurück und erreichte noch 16,0%. Die SVP konnte demgegenüber auf 16,6% (2003: 13,4%) zulegen.<sup>27</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 23.10.2011  
MARC BÜHLMANN

Wie schon 2007 bewarben sich im **Kanton Wallis** ausserordentlich viele Kandidierende um die Ständeratssitze, obwohl die beiden Bisherigen von der CVP, Jean-René Fournier und René Imoberdorf, wieder antraten. Am ehesten wurde der SVP zugetraut, die CVP-Phalanx zu brechen: Sie trat mit Nationalrat Oskar Freysinger und Franz Ruppen an. Aber auch die FDP, die Jean-René Germanier vorschlug, und die SP, für die Stéphane Rossini und Beat Jost ins Rennen gingen, wollten die Ständevertretung erobern. Die Grünen stellten mit Marylène Volpi Fournier und Brigitte Wolf ebenfalls ein Zweierticket auf. Olivier Cottagnoud (AL) und Jacqueline Bovier (BDP) ergänzten das Kandidatenkarussell. Freysinger protestierte auf humorvolle Art gegen die häufige Verschandelung seiner Plakate, indem er eigene, zum Vornherein verunstaltete Affichen drucken liess.

Die zahlreichen Kandidierenden machten einen zweiten Wahlgang nötig. Die beiden Bisherigen lagen auf den ersten beiden Plätzen. Fournier machte am meisten Stimmen (47'393), verpasste aber das absolute Mehr von 60'556 ebenso deutlich wie Imoberdorf (39'960 Stimmen). Freysinger konnte 32'013 Stimmen für sich gewinnen, gefolgt von Germanier (26'839), Rossini (24'122), Ruppen (23'930) und Jost (12'709). Die restlichen Kandidierenden erhielten weniger als 10'000 Stimmen. Am Dienstag nach den Wahlen entschieden alle Verlierer, nicht zu einem zweiten Umgang anzutreten. Damit entfiel der zweite Wahlgang und die beiden CVP-Ständeräte **Fournier** und **Imoberdorf** waren still bestätigt. Bereits 2007 war es im Wallis zu einer stillen Bestätigung im zweiten Wahlgang gekommen.<sup>28</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 23.10.2011  
MARC BÜHLMANN

Auf nicht weniger als 29 Listen kandidierten im **Kanton Wallis** 111 Männer und 40 Frauen für die sieben Nationalratssitze. Nur im Kanton Zürich wurden mehr Listen eingereicht. Die beiden erstgenannten Werte bedeuteten kantonalen Rekord, nicht aber der Anteil der Frauen (26,5%), welcher im Vergleich zu 2007 (28,8%) leicht abgenommen hatte. Die Chance der Herausforderer wurde allerdings als eher gering betrachtet, traten doch alle Bisherigen wieder an. Die grosse Zahl an Listen ist auf die vielen Unterlisten zurückzuführen. So traten etwa die CVP und die FDP mit je sechs, die SVP und die Grünen mit je fünf und die SP mit vier unterschiedlichen Listen an. Darüber hinaus reichten auch die CSP und LaGauche sowie erstmals die BDP je eine Liste ein. Wie vor vier Jahren alliierten die SP, die GP und die CSP. Eine offene Frage war, ob die CVP den bei den Wahlen von 2007 durch die CSP von der SP abgejagten Sitz verteidigen könnte. Für Wirbel sorgte die junge SVP, die mit einem Plakat Wahlkampf betrieb, auf dem die im Juli verstorbene Sängerin Amy Winehouse mit einem Slogan gegen die Legalisierung von Drogen abgebildet war.

Obwohl es zu vergleichsweise grossen Wählerverschiebungen kam, blieb bei der Vergabe der Sitze fast alles beim Alten. Die CVP musste einen grossen Aderlass verkraften. Nicht weniger als fünf Prozentpunkte (neu: 39,9%) büssten die Christdemokraten ein, was gleichzeitig mit einem Sitzverlust einherging. In Form eines

Sitzgewinnes profitieren konnte davon die **SP**. Die Sozialdemokraten, die als einzige Partei praktisch unverändert 14,6% der Stimmen auf sich vereinen konnte (-0,1 Prozentpunkte), konnten ihren zweiten Sitz damit wieder zurückerobern. Neu wurde Mathias Reynard (sp) an Stelle des abgewählten Roberto Schmidt (cvp) nach Bern gewählt. Auch der erst 2010 in den Nationalrat nachgerutschte Paul-André Roux (cvp) musste seinen Sitz abgeben. Das Vertrauen der Wählerschaft erhielt stattdessen Yannick Buttet (cvp). Die fünf Prozentpunkte, die die CVP einbüsste, verteilten sich auf die SVP, die FDP und die GP. Die SVP legte um 3,1 Prozentpunkte zu und kann mit neu 19,7% auch im Wallis nicht mehr als Aussenseiterin bezeichnet werden. Allerdings konnte die SVP den Zuwachs an Wählerstimmen nicht in Sitzgewinne ummünzen. Sie hielt nach wie vor einen Sitz. Auch die FDP (+2,8 Prozentpunkte, neu: 18,8%) und die Grünen (+1,1 Prozentpunkte, neu 5%) profitierten zumindest bei den Wähleranteilen, nicht aber bei den Sitzanteilen – beide blieben bei einem Sitz – von den Verlusten der CVP. Der Freisinn verdankte das positive Resultat allerdings auch der Fusion mit der LP (2007: 1%). Schliesslich gewann die BDP neu 0,6% der Wählerschaft für sich. Die CSP musste hingegen Federn lassen (-0,4 Prozentpunkte) und lag mit 0,7% der Wählerschaft nur knapp vor der neuen BDP. Beide blieben damit aber ohne Sitzgewinne. Mit 61,8% Wahlbeteiligung war die Wählerschaft des Kantons Wallis hinter dem Kanton Obwalden die schweizweit aktivste. Bereits 2007 hatte man diesbezüglich den zweiten Rang belegt (mit 59,8% hinter SH). Nach wie vor wollte die Walliser Wählerschaft allerdings nicht mehr als eine Frau nach Bern schicken. Der Frauenanteil blieb also unverändert bei 14,3%.<sup>29</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 18.10.2015  
ANDREA DENZ

Dem **Kanton Wallis** stand anlässlich der **Nationalratswahlen 2015** neu ein zusätzlicher, achter Sitz zu. Um diesen und die restlichen sieben Sitze kämpften 173 Kandidierende auf 33 verschiedenen Listen. Die hohe Listenzahl – nur zwei weniger als im Kanton Zürich – war hauptsächlich den zahlreichen regionalen Listen geschuldet, welche sich zumeist zwischen Valais Romand und dem Oberwallis aufteilten. Der Frauenanteil auf den Listen betrug insgesamt 26% (2011: 26.5%). Die Grünen, die Sozialdemokraten und die CSP Centre Gauche beschlossen eine gemeinsame Listenverbindung – inklusive ihrer jeweiligen Jungparteien. Dies war insofern nicht selbstverständlich, als es vor vier Jahren beinahe zum Bruch zwischen Rot-Grün gekommen war. Die CVP, die FDP und die SVP traten jeweils alleine an, verbanden also einzig ihre parteiinternen Listen und jene ihrer Jungparteien. Somit blieb in Sachen «Listen-Arithmetik» die Ausgangslage gegenüber den letzten Wahlen gleich. Einzig die damals erfolglosen Kandidaten der BDP und der alternativen Linken fehlten dieses Mal auf den Wahlunterlagen.

Im Vorfeld gaben drei politische Schwergewichte ihren Rücktritt bekannt. Bei den Sozialdemokraten trat der ehemalige Nationalratspräsident Stéphane Rossini nicht mehr an. Bei der CVP machte Parteipräsident Christophe Darbellay bekannt, dass er sowohl sein Mandat als Präsident als auch jenes als Nationalrat abgeben werde. Schliesslich erklärte auch SVP-Nationalrat Oskar Freysinger seinen Rücktritt, da er 2013 in den Walliser Staatsrat gewählt worden war.

Der nationale Trend, welcher FDP und SVP im Aufwind sah, galt auch für das Wallis als wahrscheinliches Szenario. Bei den Freisinnigen trat Jean-René Germanier nochmals an, nachdem ihm von der Partei ausnahmsweise die Kandidatur für eine vierte Amtszeit erlaubt wurde. Er bekam jedoch harte Konkurrenz von seinem aufstrebenden Parteikollegen Philippe Nantermod. Bei der SVP galt der Oberwalliser Franz Ruppen als wahrscheinlichster Nachfolger von Oskar Freysinger. Den Sozialdemokraten hingegen wurde ein schwieriger Kampf um die Verteidigung ihrer zwei Sitze vorausgesagt. Der Bisherige Mathias Reynard war der unbestrittene Spitzenkandidat, welcher als Wahllokomotive die SP vor einem Sitzverlust retten sollte. Hinter ihm reichten sich Kantonalpräsident Gaël Bourgeois, Olivier Salamin und der einzige Oberwalliser auf der gesamtkantonalen SP-Liste, German Eyer, ein. Für die CVP, schliesslich, war das Wallis noch eine der wenigen traditionellen Bastionen, in welcher von ihr auch weiterhin ein starkes Abschneiden erwartet wurde. Zudem war rechnerisch ein Sitzverlust für die Christdemokraten recht unwahrscheinlich, weswegen die CVP eher auf einen möglichen zusätzlichen vierten Sitz schielte. Die erfolgreiche Verteidigung der Mandate von Viola Amherd und Yannick Buttet war abzusehen. Als mögliche Nachfolgerin von Christophe Darbellay wurde Géraldine Marchand-Balet gehandelt, aber auch Davide Théoduloz durfte sich Hoffnungen machen. Kaum Chancen wurden den Grünen und der CSP Centre Gauche zugerechnet. Beide Parteien hatten Mühe damit, bekannte Persönlichkeiten auf ihre Listen zu setzen.

Am Wahltag durfte sich neben der SVP auch die CVP – und nicht etwa die Freisinnigen – über einen Sitzgewinn freuen. Die Christdemokraten erzielten im gesamten Kanton 30.4 Prozent der Stimmen (-0.6 Prozentpunkte), während die CSP Oberwallis – Teil der

nationalen CVP – auf zusätzliche 9.3 Prozent kam (+0.4%). Géraldine Marchand-Balet ersetzte bei der CVP Christophe Darbellay und Roberto Schmidt holte sich für die CSP Oberwallis einen Sitz zurück. Viola Amherd und Yannick Buttet wurden beide deutlich wiedergewählt, letzterer gar als bestgewählter Nationalrat im Kanton. Bei der SVP ersetzte Franz Ruppen wie erwartet Oskar Freysinger. Zudem schaffte Jean-Luc Addor neu den Einzug in die grosse Kammer. Die Partei gewann 2.4 Prozentpunkte an Wähleranteil (neu: 22.1%), vor allem dank des Zuwachses im Oberwallis. Die Sitzgewinne der CVP und der SVP hatten zur Folge, dass die SP eines ihrer beiden Mandate nach vier Jahren wieder abgeben musste. Mathias Reynard schaffte die Wiederwahl klar, wogegen der Sitz des abtretenden Stéphane Rossini nicht verteidigt werden konnte. Die Sozialdemokraten verloren deutlich an Wähleranteil (-3.9 Prozentpunkte) und kamen noch auf 13.3 Prozent aller Wählerstimmen. Die FDP verlor ebenfalls an Wähleranteil (-0.7 Prozentpunkte, neu: 18.1%) und verpasste damit den erhofften Sitzgewinn. Jedoch gelang es Philippe Nantermod tatsächlich den bisherigen Nationalrat Germanier aus dem Amt zu bugsieren. Ohne Chance auf einen Sitz blieben, wie erwartet, die Grünen mit 4.9% (-0.1 Prozentpunkte) und die CSP Centre Gauche mit 1.4% (+0.7 Prozentpunkte). Die neue, ziemlich durchmischte Walliser Delegation setzt sich nun wie folgt zusammen: 4 CVP, 2 SVP, 1 SP und 1 FDP. Mit Viola Amherd, Roberto Schmidt und Franz Ruppen ist das deutschsprachige Oberwallis neu mit drei Mandaten statt wie bisher nur einem vertreten. Die Wahlbeteiligung lag im Kanton Wallis bei 59.8%. Der Frauenanteil der Delegation stieg mit der Wahl von Géraldine Marchand-Balet auf 25 Prozent an (2011: 14%).

**WAHLEN**  
DATUM: 01.11.2015  
ANDREA DENZ

Vor den **Ständeratswahlen im Kanton Wallis** hatte René Imoberdorf von der CSP Oberwallis – national der CVP zugerechnet – seinen Rücktritt angekündigt. CVP-Amtsinhaber Jean-René Fournier hingegen kandidierte für eine dritte Legislatur in Bern. Da Fourniers Sitz als mehr oder weniger ungefährdet galt, konzentrierte sich die Gegnerschaft auf die Eroberung des freiwerdenden Sitzes von Imoberdorf. Sechs Anwärter stellten sich zur Wahl: Die CVP schickte mit Beat Rieder den Fraktionspräsidenten der Oberwalliser Partei ins Rennen. Er sollte die historische Dominanz der Partei in der Walliser Ständeratsdelegation aufrechterhalten. Konkurrenz aus dem Oberwallis bekam er von der SVP in Form von Franz Ruppen. Der Gemeindepräsident von Naters kandidierte gleichzeitig auch für den Nationalrat. Als wahrscheinlich aussichtsreichster Kandidat galt aber Pierre-Alain Grichting von der FDP. Auch er stammt aus dem deutschsprachigen Teil des Wallis, war aber politisch ein unbeschriebenes Blatt. Die Walliser Linke, für die die Ständeratswahlen im Kanton Wallis traditionell ein schwieriges Pflaster sind, schickte drei verschiedene Kandidaten ins Rennen. Am chancenreichsten wurde die Kandidatur der SP mit dem ehemaligen Staatsrat Thomas Burgener – ebenfalls ein Oberwalliser – betrachtet. dem Grünen Christophe Clivaz und Robert Métrailler von der CSP Centre Gauche wurden keine realen Wahlchancen eingeräumt. Ihre Kandidatur für die kleine Kammer galt als zusätzliche Werbung für ihr Rennen um die Nationalratssitze.

Der Wahlkampf war geprägt von der Aussicht, dass die CVP ihre 130-jährige Doppelvertretung im «Stöckli» verlieren könnte. Als Anzeichen für die nachlassende Dominanz der Partei galt beispielsweise der Verlust der absoluten Mehrheit im Grossen Rat zwei Jahre zuvor. In den Medien wurde das Augenmerk stark auf FDP-Kandidat Grichting gelegt. Der politische Quereinsteiger war erst eineinhalb Jahre zuvor überhaupt in die Partei eingetreten. Der Unternehmer und ehemalige Direktor der UBS Wallis machte diesen Umstand allerdings zum Hauptargument seiner Kandidatur. Erklärermassen wollte er sich für ein besseres Verstehen von Politik und Wirtschaft einsetzen. Die Wahlchancen von CVP-Kandidat Beat Rieder waren schwer einzuschätzen, weil er – im Gegensatz zu Grichting – im französischsprachigen Teil des Kantons kaum bekannt war. Rieder hatte sich aber im Oberwallis als starker Befürworter und Kämpfer für den Walliser Tourismus bekannt gemacht. Zudem war es seiner Initiative zu verdanken, dass im Walliser Grossen Rat für das Oberwallis eine Quote von 35 Abgeordneten eingerichtet wurde. Thomas Burgener und Franz Ruppen standen weniger im medialen Fokus, galten aber beide ebenfalls als ernstzunehmende Gegner für die CVP. Aufgrund der hohen Zahl an Anwärtern und der ausgeglichenen Ausgangslage konnte nicht damit gerechnet werden, dass die Wahl am 18. Oktober entschieden würde.

Das absolute Mehr von 61'033 Stimmen wurde denn auch im ersten Wahlgang, der 60.5 Prozent der Wahlberechtigten zu mobilisieren vermochte (2011: 62.6%), von keinem der Kandidaten erreicht. Selbst Spitzenkandidat Jean-René Fournier verpasste die Hürde mit 45'690 Stimmen deutlich. Hinter ihm sorgte Beat Rieder mit 37'100 Stimmen für ein erstes Aufatmen bei der CVP. Insbesondere auch deshalb, weil der Abstand auf den



drittplatzierten Franz Ruppen (29'539 Stimmen) beträchtlich war. Nur auf den vierten Platz schaffte es FDP-Kandidat Pierre-Alain Griching mit 28'357 Stimmen. Thomas Burgener von der SP blieb mit 20'942 Stimmen chancenlos. Auf den letzten Rängen folgten erwartungsgemäss Christophe Clivaz (14'369 Stimmen) und Robert Metrailler (4'721 Stimmen). Die Frage stellte sich nun, ob es zum ersten Mal seit 2003 zu einem zweiten Wahlgang kommen würde. Die SP gab denn auch umgehend bekannt, dass Thomas Burgener nicht mehr antreten wird. Bei der FDP und der SVP liess man sich noch nicht in die Karten schauen. Klar war aber, dass eine Unterstützung der SVP seitens der FDP-Wähler eher auf Missmut stossen würde als umgekehrt. Die beiden Parteien konnten sich schliesslich nicht auf ein gemeinsames Ticket Griching / Ruppen einigen, weswegen die SVP den Rückzug ihres Kandidaten ankündigte. FDP-Mann Pierre-Alain Griching ging somit als alleiniger Herausforderer der CVP-Kandidaten in den zweiten Durchgang. Die anderen Parteien hielten sich im zweiten Wahlgang mit offizieller Unterstützung zurück. Einzig die SP Oberwallis favorisierte die Kandidatur Griching. Bei der Walliser Linken war der Zwiespalt aber deutlich sichtbar. Auf der einen Seite wollte man endlich die CVP-Dominanz der Walliser Bundeshausdelegation durchbrechen, auf der anderen Seite war Rieder politisch den Sozialdemokraten wohl näher. Bei der SVP war man gleichermassen unentschlossen – wohl auch, weil sich die FDP mit der Absage für ein gemeinsames Ticket keine Freunde in der Volkspartei gemacht hatte.

Der für den Kanton Wallis ungewohnte zweite Wahlgang verlief äusserst spannend, vermochte aber schliesslich dem gewohnten CVP-Doppelticket nichts entgegenzuhalten, was wohl auch der geringeren Beteiligung im zweiten Umgang geschuldet war (46.2%). Jean-René Fournier verbesserte sein Resultat aus dem ersten Durchgang nochmals leicht und erhielt 50'083 Stimmen. Beat Rieder schaffte seinerseits die Wahl mit 46'286 Stimmen. Einen Achtungserfolg erzielte Pierre-Alain Griching, der es mit 44'805 Stimmen nur knapp verpasste das CVP-Bollwerk zu durchbrechen. Der FDP-Kandidat schien in der Tat eine Vielzahl an Stimmen aus dem SP- und SVP-Lager geholt zu haben. Nichtsdestotrotz bleibt die Hegemonie der Christdemokraten im Kanton Wallis – für die nächsten vier Jahre – ungebrochen.<sup>30</sup>

#### WAHLEN

DATUM: 20.10.2019  
MATHIAS BUCHWALDER

Bénéficiaire d'un huitième siège au **Conseil national** depuis 2015, le **canton du Valais** renouvelait sa députation lors des **élections fédérales de 2019**. Parmi les 236 candidatures déposées, 90 étaient féminines. Alors que les sortants Jean-Luc Addor (udc), Franz Ruppen (udc), Philippe Nantermod (plr) et Mathias Reynard (ps) briguaient un nouveau mandat, des incertitudes étaient de mise dans la «famille C», qui comprend le PDC du Valais romand (PDCVr), le PDC du Haut-Valais (CVPO) et les chrétiens-sociaux du Haut-Valais (CSPO). En effet, avec le départ de ses quatre élu.e.s pour diverses raisons, celle-ci a vécu une législature mouvementée. Le haut-valaisan Roberto Schmidt (csp) a été élu au Conseil d'État en 2017, alors que Viola Amherd (pdc) a accédé au Conseil fédéral en 2019 à la suite du départ de Doris Leuthard (pdc). Dans des circonstances moins glorieuses, Yannick Buttet (pdc) a démissionné de son poste en 2018, éclaboussé par des affaires de harcèlement. Des quatre élu.e.s de 2015 ne restait alors que Géraldine Marchand-Balet (pdc). La seule femme de la députation valaisanne a cependant renoncé à rempiler pour une seconde législature. La tâche s'annonçait donc ardue pour leurs remplaçants, qui espéraient conserver les quatre sièges. Si la «famille C» représente historiquement la plus grande force politique du canton, elle fait cependant face à une perte de vitesse constante depuis plusieurs années. Thomas Egger (csp), Benjamin Roudit (pdc) et Philipp Matthias Bregy (cvpo), successeurs de Schmidt, Buttet et Amherd, étaient notamment accompagnés, sur la liste commune du PDCVr, CVPO et CSPO, par Serge Métrailler, président de la section romande du PDC. Le Nouvelliste a fait remarquer un certain sentiment d'urgence dans les rangs démocrates-chrétiens pour que le président se lance lui-même dans la bataille, alors que «les places avaient, pendant longtemps, la réputation de se distribuer œcuméniquement et de se réserver des années à l'avance». D'autres candidatures ont émergées, à l'image de celle de l'avocat sierrois Sidney Kamerzin (pdc), chef de groupe au Grand Conseil. Le journal le Temps a estimé que la place de Thomas Egger semblait être la plus fragile, le président du Groupement suisse pour les régions de montagne souffrant d'un déficit de notoriété à l'intérieur du canton, bien que disposant d'un vaste réseau dans la Berne fédérale. Un début de polémique enflait au début du mois de mars lorsque le genevois Eric Stauffer a clamé son intention de rejoindre le PDCVr. En effet, le fondateur et ex-président du Mouvement Citoyen genevois (MCG) s'est installé en Valais depuis peu et souhaitait se mettre à disposition pour les élections fédérales. Une volonté très vite tempérée par le PDCVr, qui a refusé la demande de Stauffer.

Aux côtés de Philippe Nantermod, également candidat pour un strapontin au Conseil

des États, le PLR espérait reconquérir un deuxième siège, abandonné il y a vingt ans. Pour cela, les libéraux-radicaux ont conclu un apparentement avec les Vert'libéraux, présents pour la première fois en Valais. L'association Avenir Ecologie a également présenté deux listes communes avec le PLR. Les thèmes environnementaux ayant eu le vent en poupe au cours de l'année 2019, les Vert.e.s se sont également lancés.e.s dans la campagne avec l'envie de faire leur entrée sous la coupole fédérale. L'apparentement avec le PS et le Centre gauche-PCS devait permettre à la gauche de ravir un mandat aux partis du centre pour obtenir un deuxième siège. Le socialiste Mathias Reynard, qui arpente les couloirs du Palais fédéral depuis 2011, a fait figure de locomotive pour cette liste. Tout comme Nantermod, il s'est en plus aligné pour accéder à la chambre haute. Avec les listes jeunes et aînées, celles provenant du Haut-Valais ainsi que les deux listes du Centre gauche-PCS, l'alliance de gauche a présenté 14 listes au total. De l'autre côté de l'échiquier politique, une candidature a détonné. Ronald Zacharias, ancien membre du PLR et du MCG genevois, a figuré sur la liste UDC aux côtés des sortants Ruppen et Addor. Le multimillionnaire, descendant d'une famille hollandaise et actif dans l'armement maritime, l'immobilier et le droit, a annoncé investir CHF 200'000 de sa fortune personnelle dans la campagne, soit plus du double du montant dépensé par les deux sortants. Un investissement pas forcément mal vu du côté de l'UDC, où l'on a considéré ceci comme «une chance pour toute la liste». Dernière formation à présenter des listes, le Rassemblement Citoyen Valais (RCV) a dévoilé un vaste programme comprenant 157 propositions, avec l'objectif d'apporter une vision «globale et transversale» de la politique pour sa première participation aux élections fédérales. Globalement, le jeu des apparentements n'a pas réservé de surprise, puisque l'ordre de bataille était similaire à 2011 et 2015, seulement diversifié par l'apparition des Vert'libéraux dans la constellation politique valaisanne.

C'est habituel dans le canton du Valais: la question de la représentation de la minorité germanophone s'est invitée dans les débats. Au Conseil des États, c'est traditionnellement un duo paritaire entre romand.e.s et alémaniques qui hérite des deux fauteuils. Au national, les trois sortants alémaniques (Egger, Ruppen et Bregy) étaient conscients de la nécessité du soutien des électeurs et électrices du bas du canton, le Haut-Valais ne comptant que 25 pour cent de la population. Ils pouvaient cependant espérer une forte mobilisation en leur faveur. Comme l'a relevé le Nouvelliste, la participation était de 67.6 pour cent dans le Haut en 2015, contre 61.4 pour cent dans le Valais central et 54.2 pour cent dans le Bas-Valais. De plus, la population germanophone vote généralement en bloc pour ses candidat.e.s, ce qui permet fréquemment à la minorité d'être surreprésenté dans les organes politiques nationaux.

Avec une participation de 54.1 pour cent, la journée d'élections a vu le déclin de la «famille C» se poursuivre. La formation a récolté 34.8 pour cent des suffrages, 5 points de pourcentage (pp) de moins qu'en 2015. Dans le détail, le PDC du Valais romand a engrangé 17.9 pour cent des voix, le CVPO 9.5 pour cent et le CSPO 7.3 pour cent. Alors qu'elle était soutenue par plus de la moitié de l'électorat jusqu'en 1999, la formation n'a depuis lors cessé de perdre du terrain. Ce résultat ne lui a pas permis de conserver son quatrième siège, qui est tombé dans l'escarcelle des Vert.e.s. Le parti écologiste, à l'image de la tendance globale observée dans toute la Suisse, a réalisé un score canon (10.6%: +5.7pp par rapport à 2015), permettant à la gauche d'arracher le deuxième siège tant convoité. Celui-ci est revenu à Christophe Clivaz, qui a été crédité de 17'377 suffrages pour sa quatrième tentative aux élections fédérales. Le PS a également progressé, s'établissant à 15.1 pour cent des voix (+1.8pp), alors que le Centre gauche-PCS a apporté son écot au succès de la gauche (1%, -0.4pp). Mathias Reynard a conservé son siège, se permettant même d'être le candidat récoltant le plus de voix avec 34'175 suffrages, devant Philippe Nantermod, qui en a récolté 27'906. Le PLR a échoué dans sa quête d'un deuxième siège (16.5%, -1.6pp), sans pouvoir profiter d'un grand soutien de la part des Vert'libéraux, qui ont réalisé un petit score pour leur première participation (0.8%). L'UDC a maintenu ses deux représentants malgré un léger recul (19.8%, -2.3pp). Franz Ruppen (25'493 voix) a notamment réalisé un carton dans le Haut, où il termine devant les membres de la «famille C», alors que Jean-Luc Addor a reçu 17'535 voix. Deuxième dans le Haut-Valais, le PDC Philipp Matthias Bregy (21'689 voix) sera avec Ruppen l'un des deux germanophones à siéger à Berne lors de la prochaine législature. Le jeune Thomas Egger (20'041 voix) a fait les frais du recul de l'alliance du centre et n'aura pas l'occasion d'effectuer un mandat complet sous la coupole. Ce sont Benjamin Roduit (25'601 voix) et le nouveau venu Sidney Kamerzin (25'602 voix) qui ont hérité des deux mandats dévolus au PDCVr. Pour être précis, le Rassemblement Citoyen Valais a récolté 1.5 pour cent des suffrages (+1.1pp). Malgré l'augmentation du nombre de candidatures féminines, passées de 45 en 2015 à 90 en 2019, aucune femme n'a été élue pour reprendre le flambeau de Géraldine Marchand-

Balet à la chambre du peuple. Maigre consolation, l'élection de Marianne Maret à la chambre haute permet à la députation valaisanne de compter au moins une politicienne dans ses rangs pour la prochaine législature.<sup>31</sup>

WAHLEN  
DATUM: 03.11.2019  
MATHIAS BUCHWALDER

À l'occasion de l'**élection au Conseil des États dans le canton du Valais** lors des fédérales de 2019, huit candidates et candidats se lancent dans la course, avec pour enjeu principal la question du maintien des deux sièges PDC. Le sortant Beat Rieder (pdc) est candidat à sa réélection, qui ne fait peu de doutes. Le siège haut-valaisan est ainsi peu contesté. Les discussions se concentrent avant tout sur le destin du siège du Valais romand. Son occupant depuis 2007, Jean-René Fournier (pdc), a décidé de se retirer de l'arène fédérale. Le PDC a pour but de maintenir son hégémonie: le parti a toujours détenu les deux sièges valaisans à la chambre haute. Néanmoins, les autres partis se font de plus en plus pressants afin d'obtenir leur part du gâteau. Le scrutin majoritaire utilisé pour l'élection au Conseil des États favorise cependant le centre de l'échiquier politique, un avantage de plus pour la «famille C», déjà historiquement dominante en Valais. Comme le note le Nouvelliste, l'élection va dans tous les cas accoucher d'une première: si le fauteuil PDC n'est pas renversé, une femme représentera pour la première fois le canton au sénat. En effet, le PDCVr lance Marianne Maret dans la course à la succession de Fournier. Yannick Buttet (pdc) était considéré comme le successeur naturel de Fournier, mais le politicien de Collombey-Muraz a été contraint de quitter son siège de conseiller national en cours de mandat pour des affaires de harcèlement sexuel, se mettant hors-jeu pour la course aux États. Sans candidat.e évident.e, le PDCVr a été contraint de revoir ses plans. Bien que le manque d'expérience politique au niveau national de Marianne Maret peut constituer un point faible face à ses concurrents, l'ancienne vice-présidente de la section romande du parti cantonal et ancienne présidente de la commune de Troistorrens présente néanmoins un profil à même de plaire. Elle ne fait pourtant pas face à des candidatures alibis de la part des partis concurrents. Le PS, le PLR et l'UDC lancent des poids lourds dans la bataille, avec respectivement Mathias Reynard (ps), Philippe Nantermod (plr) et Cyrille Fauchère (udc). Tous rompu à l'exercice politique, ils risquent pourtant de faire face à des écueils infranchissables à l'heure de défier les inamovibles démocrates-chrétien.ne.s. Pour le conseiller national Reynard, grand défenseur de l'égalité, le Nouvelliste relève qu'il sera difficile de contester la légitimité d'une candidate féminine. Également élu au national, Nantermod, qui vient de la même commune que Marianne Maret, aura du mal à combattre une élue issue du même giron, alors que Fauchère, président de l'UDC du Valais romand, risque de se heurter à un mur anti-UDC au deuxième tour en cas de bon score au premier.

Pour la première fois, les vert.e.s et les socialistes s'allient en vue de l'élection à la chambre haute. De ce fait, Mathias Reynard partage l'affiche avec la haut-valaisanne Brigitte Wolf (vert.e.s). La citoyenne de Bitsch a confié dans le Nouvelliste que son parti pèse encore trop peu pour qu'elle ait une chance d'être élue aux États, mais qu'elle «assume volontiers d'être la porteuse d'eau de Mathias Reynard». Le saviésan serait celui dont les chances de bousculer l'hégémonie démocrate-chrétienne sont les plus grandes: le Nouvelliste l'estime capable de récolter des voix au-delà de sa famille politique «grâce à ses combats en faveur de l'égalité, de la santé au travail et ses engagements passés et présents sur le climat». Il siège depuis 2011 au Conseil national, où il vise également une réélection. Pour conclure, le haut-valaisan Michael Kreuzer complète le ticket UDC aux côtés de Fauchère, alors que l'octodurienne Jacqueline Lavanchy dépose une candidature indépendante.

À l'approche du premier tour, le Nouvelliste a soumis un questionnaire aux candidates et candidats. L'examen des réponses révèle une Marianne Maret qui opte pour des positions de centre-gauche, la différenciant de son collègue de parti Beat Rieder sur plusieurs aspects. Elle se déclare par exemple favorable à l'interdiction d'exporter du matériel de guerre, à un contrôle plus strict de l'égalité salariale entre hommes et femmes ainsi qu'à l'octroi de mêmes droits, dans tous les domaines, aux couples homosexuels qu'aux couples hétérosexuels. À l'inverse, elle est contre une hausse de l'âge de la retraite, en faveur de laquelle milite Rieder. Sur les points qui viennent d'être évoqués, elle côtoie le socialiste Reynard, augurant d'un duel coriace pour l'obtention des voix du centre-gauche lors de l'élection. À l'exception des droits de couples homosexuels, Reynard et Nantermod, souvent considérés comme les deux prodiges du sérail politique valaisan, sont aux antipodes l'un de l'autre, ne se rejoignant sur aucun point.

Avec une participation de 55.01 pour cent, c'est sans surprise Beat Rieder qui termine en tête du premier tour, récoltant 45'678 voix. Plébiscité dans son Haut-Valais, où il obtient plus de la moitié de ses suffrages (26'531), alors que 25 pour cent de la

population y réside, il fait profiter Marianne Maret de sa popularité. La chablaisienne, avec 39'660 voix, occupe la deuxième place, mais son avance sur Mathias Reynard (36'323 voix), qui réalise un score canon dans le Valais romand, est relativement maigre. Plus de 30'000 bulletins portent le nom du socialiste du côté francophone de la Raspille, où il devance Philippe Nantermod. Le libéral-radical, à la traîne dans le Haut, concède du terrain à ses concurrents en obtenant 25'727 voix. Il est suivi par Brigitte Wolf (24'799 voix), alors que l'UDC reste loin du score réalisé il y a quatre ans par Franz Ruppen, qui avait obtenu 29'539 voix: Cyrille Fauchère et Michael Kreuzer sont crédités de 16'652 et 15'359 votes.

Au vu de son résultat du premier tour, tous les espoirs sont permis pour Mathias Reynard. Le saviésan a notamment terminé en tête du classement dans les villes de Sion, Sierre et Martigny. Il s'est également illustré hors des bastions citadins, réalisant de gros scores dans des communes de montagne comme Veysonnaz ou Nendaz. Ces résultats, démontrant qu'il rallie des suffrages au-delà de la base électorale de son parti, lui permettent de légitimement lorgner sur le strapontin PDC. Motif d'espoir supplémentaire: le libéral-radical Pierre-Alain Grichting avait vu l'écart avec la deuxième place se réduire comme peau de chagrin entre les deux tours en 2015, passant de près de 9'000 à 1'481 suffrages seulement.

Déçu par son score du premier tour, Philippe Nantermod décide de se retirer de la course. Ce retrait est aussi motivé par la décision de Cyrille Fauchère de poursuivre la bataille. En effet, dans ce cas, le PLR ne peut pas compter sur le report des voix UDC en sa faveur, et Nantermod ne souhaite pas d'un «premier tour bis avec le même résultat». Son retrait peut donc, si l'électorat PLR se décide à voter pour l'autre parti de centre-droit, profiter à Marianne Maret. Des voix se sont cependant élevés pour appeler à voter Mathias Reynard, dont celle de Pascal Couchepin (plr). Alors que sa prise de position a suscité quelques remous au sein de son parti, l'ancien conseiller fédéral s'est justifié, avançant qu'un parti «qui représente un tiers des voix ne peut conserver deux sièges sur deux au Conseil des États et trois sur cinq au Conseil d'État». Pour défendre le siège PDC, Marianne Maret a sorti l'atout «femme». Alors que les huit sièges au Conseil national sont revenus à des hommes, elle constitue la dernière chance de voir une femme valaisanne sous la coupole lors de la prochaine législature. Bien malgré lui, Mathias Reynard a endossé le rôle de potentiel «lady killer»: les discussions, très animées dans la presse, se sont donc attardées sur la personne la plus à même de représenter la cause féminine. Mathias Reynard s'est efforcé de rappeler la présence de Brigitte Wolf sur la même liste, et a mis en avant les thématiques sur lesquelles il a obtenu des résultats probants au cours de ses huit années passées au Conseil national, telles que l'égalité salariale, la lutte contre les violences domestiques et le congé parental. Il a également relevé que des interventions qu'il a déposés «pour la lutte contre le harcèlement sexuel ou de rue ont été systématiquement refusées par des femmes de droite». De son côté, Marianne Maret a assuré qu'elle défendra tout aussi bien la cause des femmes que Reynard, «en ayant un atout supplémentaire, celui d'en être une».

Le 3 novembre 2019, Marianne Maret sort vainqueur de son duel avec Mathias Reynard. Cependant, sa marge s'est encore atténuée, et elle ne compte plus que 1'370 suffrages d'avance sur le socialiste. Celui-ci récolte 47'032 voix, contre 48'402 pour la démocrate-chrétienne. Elle doit son salut au Haut-Valais, qui l'a soutenu plus fortement encore qu'au premier tour. Elle y récolte 22'654 voix, progressant de plus de 3'000 voix et creusant ainsi un gouffre de plus de 18'000 bulletins avec Reynard. La partie germanophone du canton s'est largement mobilisée – 55.2 pour cent de participation – pour permettre au PDC de conserver ses deux sièges. Beat Rieder, élu avec 52'355 voix, et Maret ont notamment bénéficié du soutien de l'électorat UDC du Haut-Valais, qui a soutenu le ticket PDC au détriment du membre de l'UDC du Valais romand Cyrille Fauchère (14'277 suffrages au total, 2'039 dans le Haut alors que Michael Kreuzer en avait récolté plus de 6'000 au premier tour). Ce résultat laisse un goût amer pour la gauche valaisanne, qui a espéré jusqu'au bout renverser le bastion PDC. Mathias Reynard est largement en tête dans le Valais romand, plus de 55 pour cent des suffrages tombant dans son escarcelle. Cela ne lui suffit néanmoins pas à rattraper le retard accumulé dans le Haut, pas aidé il est vrai par la plus faible mobilisation de l'électorat francophone; la participation s'est montée à 52.82 pour cent dans le Valais central, et seulement 44.01 pour cent dans le Bas-Valais. Quant à elle, Brigitte Wolf récolte 31'411 voix, alors que le taux de participation global se monte à 50.43 pour cent. Conscient d'avoir manqué de peu de déclencher un séisme historique dans le paysage politique valaisan, Mathias Reynard voit quand même le verre à moitié plein, sentant que «le Valais est en train de changer». Même si elles ont capté une bonne partie de l'attention médiatique, les différences de comportement électoral entre régions linguistiques ne

doivent cependant pas faire oublier un autre événement historique: pour la première fois, le Vieux-Pays envoie une sénatrice à Berne. Après une campagne animée et une lutte acharnée, Marianne Maret a gagné son billet pour la capitale.<sup>32</sup>

## Parteien, Verbände und Interessengruppen

### Parteien

#### Grosse Parteien

**WAHLEN**  
DATUM: 02.05.2013  
MARC BÜHLMANN

Das im Vorjahr verzeichnete Formtief der SVP bei **kantonalen Parlamentswahlen** wurde im Berichtsjahr wieder gedreht. Verlor die Partei 2012 bei den in acht Kantonen stattfindenden Gesamterneuerungswahlen per Saldo noch 22 Sitze, so schlug Ende 2013 ein Gewinn von gesamthaft 18 Sitzen zu Buche. Insbesondere in den Kantonen Wallis (+9 Sitze) und Neuenburg (+ 6 Sitze) war die Ernte reich. Auch in Genf gewann die Volkspartei trotz Konkurrenz durch den MCG zwei und in Solothurn einen zusätzlichen Sitz. Insgesamt hielt die SVP mit 562 aller 2 559 kantonalen Parlamentsmandate (exklusive AI) mehr als ein Fünftel aller kantonalen Sitze.<sup>33</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 31.12.2014  
MARC BÜHLMANN

Die Regierungsmandate der **FDP** konnten im Berichtsjahr bei den sechs kantonalen **Gesamterneuerungswahlen für die Exekutive** konsolidiert werden. In den drei Kantonen (GL, NW, OW), in denen jeweils ein FDP-Regierungsmitglied zurücktrat, konnten die Sitze ohne Probleme verteidigt werden. Auch alle Bisherigen wurden, teilweise bravourös, bestätigt. Damit konnte die Baisse vom Vorjahr, als der Freisinn gleich fünf Exekutivmandate abgeben musste, vergessen gemacht werden. Mit 42 der insgesamt 156 kantonalen Exekutivsitze blieb denn die FDP auch 2014 die stärkste kantonale Regierungskraft knapp vor der CVP, die Ende 2014 total 39 Sitze hielt. Nur in den Kantonen Wallis und Appenzell Innerrhoden waren die Freisinnigen nicht in der Regierung vertreten.

#### Linke und ökologische Parteien

**WAHLEN**  
DATUM: 06.03.2013  
MARC BÜHLMANN

Zwar waren die Grünliberalen im Wallis bei den **kantonalen Gesamterneuerungswahlen** nicht angetreten, in den drei anderen Kantonen, in denen das Parlament neu gewählt worden war, führte die Partei ihren Siegeszug aber fort. In Solothurn trat die GLP zum zweiten Mal an und konnte ihre Sitzzahl von zwei auf vier verdoppeln. Während im Kanton Neuenburg auf Anhieb fünf Sitze erobert werden konnten, reichten die 3,1% Wähleranteil im Kanton Genf nicht für einen Sitzgewinn. Neuenburg ist neben Freiburg und Waadt der dritte mehrheitlich französischsprachige Kanton, in dem sich die GLP im Parlament etablieren konnte. Damit sind die Grünliberalen in mehr als der Hälfte der Kantone in der Legislative mit insgesamt 80 Sitzen (von total 2 559 exklusive AI) vertreten (ZH, BE, LU, ZG, FR, SO, BS, BL, SH, SG, GR, AG, TG, VD, NE), wobei die beiden Sitze im Kanton Schaffhausen durch einen Parteiwechsel der Vertreter der ÖBS zur GLP zustande kamen. Im Tessin konnte die GLP auch auf kommunaler Ebene – die Grünliberalen traten für die Wahlen in Lugano an – bisher noch nicht Fuss fassen. Nach wie vor kein Erfolg war der GLP auch bei Regierungswahlen beschieden. Zwar schickte man bei den Erneuerungswahlen im Kanton Genf und bei den Ersatzwahlen im Kanton Basel-Landschaft jeweils einen Kandidierenden ins Rennen, beide hatten allerdings keine Chance.

1) Elections communales et cantonales 2017

2) Récapitulatif élections cantonales et communales 2021

3) 24 Heures, 2.3.81, 9.3.81, 2.11.81; presse du 3.3.81.

4) L'Hebdo, 17.1.85; TA, 22.1.85, 23.2.85, 1.3.85; LM, 10.2.85, 17.2.85; NF, 11.2.85, 12.2.85, 2.3.85, 4.3.85, 11.3.85, 1.4.85, 18.4.85; NZZ, 25.2.85; AT, 26.2.85; Suisse, 27.3.85.

5) Presse vom 8.3. und 9.3.93; NF, 16.2., 18.2. und 19.2.93.

6) Presse vom 3.3.97.

7) NF, 18.1.-1.3.01.8; Presse vom 5.3.01.

8) NF, 1.2.05; NF, 7.3.05; NZZ, 8.3.05

9) Presse vom 2.3.09.

10) Kantonale Parlamentswahlen 2013; NZZ, 9.10. und 15.10.13

11) Presse vom 4.3.13; NF, 5.3.13; WB, 11.3.13; www.vs.ch; www.statistik.admin.ch; NF, 12.1. und 17.1.13; WB, 30.1.13; NF und WB, 31.1.13; WB, 14.2.13; NF, 23.2.13; WB, 26.2.13.

12) Explication nouveau système électoral et listes déposées; Refus Réforme R21; Réforme R21; Résultat; Statistiques OFS, force des partis et variation par rapport à 2013; NF, 20.1., 28.1., 31.1., 13.2.17; NF, 6.3.17; LT, 7.3.17; NF, 15.12.17

13) NF 7.9.18; NF, 30.8.18

- 14) Élections du Grand Conseil valaisan 2021, listes; NF, 13.1., 18.2., 19.2., 20.2., 22.2., 23.2., 24.2., 25.2., 26.2., 27.2.21; LT, 3.3.21; NF, 8.3.21; NF, 13.3.21
- 15) Presse vom 15.3.93.; Presse vom 8.3.93; NF und LM, 27.1.93.
- 16) Presse vom 3.3.97; Presse vom 17.3.97; TA, 18.3.97; NZZ, 28.2.97; SoZ, 9.3.97.
- 17) NF, 20.2.-1.3.01 und 6.3.-15.3.01; LT, 3.2.01; LT und TG, 5.2.01; NF, 6.2.01; Presse vom 5.3. und 6.3.01; Presse vom 19.3.01
- 18) NF, 7.1., 9.1., 10.1., 15.-17.1., 20.1., 24.1., 28.1. und 3.2.09; NZZ, 19.2.09; Bund, 27.2.09; Presse vom 2.3.09; NZZ, 4.3.09; LT, 5.3.09
- 19) Presse vom 4.3. und 5.3.13; NZZ, 7.9., 28.11. und 6.12.12; NF, 3.1.13; NZZ, 11.1.13; NF, 17.1., 23.1, 25.1, 31.1, 6.2., 11.2., 16.2. und 20.2.13; WB, 29.1.13; NF, 30.1. und 1.2.13; WB, 5.2.13; BaZ, 6.2.13; NZZ, 11.2., 15.2. und 17.2.13; LM und NF, 23.2.13; LT, 2.3.13; Presse vom 18.3., 19.3. und 20.3.13; SoZ, 24.3.13; NZZ, 28.3.13; 24h und BaZ, 5.3.13; Presse vom 6.3.13; Blick, 6.3. und 7.3.13; NF und WW, 7.3.13; WB, 11.7.13; NF 12.7.13; 24h, 15.3.13; TA, 16.3.13.
- 20) Résultats 1er tour; Résultats 2nd tour; NF, 26.9., 4.10., 6.12., 7.12., 22.12.16, 3.1., 10.1., 11.1., 18.1., 8.2., 18.2., 4.3.17; NF, 6.3.17; NF, 8.3.17; TG, 10.3.17; NF, 14.3.17; NF, 15.3.17; NF, TA, 20.3.17; NF, 25.3., 31.3., 5.4., 8.4., 16.6., 1.9., 5.9., 26.10.17
- 21) NF, 10.6., 15.6.20; LT, 16.6.20; NF, 23.7., 1.9., 4.9., 5.9., 11.9., 29.9.20; LT, 2.10.20; NF, 5.10., 24.11.20; LT, 11.1.21; NF, 12.1.21; NF, 13.1., 14.1., 15.1., 18.1., 19.1., 20.1., 21.1., 11.2., 12.2., 19.2., 5.3.21; LT, NF, 8.3.21; NF, 9.3.21; LT, 10.3.21; NF, 15.3., 16.3., 23.3., 26.3.21; LT, Lib, NF, 29.3.21
- 22) Presse vom 17.2.92.
- 23) NF und LT, 1.3.-20.5.99; Bund, 7.5. und 17.5.99; BZ, 7.5.99; Presse vom 10.5.99; BaZ, 15.5.99; Presse vom 25.5.99.
- 24) Presse vom 22.10.91.
- 25) NZZ, 25.10. und 26.10.99; Lit. Seitz, Die Nationalratswahlen 1999.
- 26) FF, 2003, p. 6982 ss.; NF, 2.9 et 16.10.03; presse des 20.10 et 21.10.03; Lit. Ladner, p. 76 s.
- 27) BBl, 2007, S. 8243 ff.; NF, 22.10.07.
- 28) NZZ, 20.9.11; LT, 20.9.11; TA, 12.10.11; Freysinger: 24h, 23.9.11; NF, 25.10.11; NZZ, 27.10.11; [www.vs.ch](http://www.vs.ch); Bundeskanzlei ([www.parlament.ch](http://www.parlament.ch)); BFS ([www.politik-stat.ch](http://www.politik-stat.ch)).
- 29) BBl, 2011, S. 8267 ff.; NF, 26.1.11; BZ, 26.7.11; LT, 6.9.11; NZZ, 6.9. und 13.9.11; TA, 13.10.11; NZZ, 14.10.11; Presse vom 24.10.11; 24h, 4.8.11; [www.vs.ch](http://www.vs.ch); Bundeskanzlei ([www.parlament.ch](http://www.parlament.ch)); BFS (BFS.admin.ch; [www.politik-stat.ch](http://www.politik-stat.ch)); Lit. BFS.
- 30) NF, 13.6., 25.8.15; TG, 15.9.15; TA, 29.9.15; LT, 10.10.15; NF, 16.10.15; NF, WB, 19.10.15; NF, 20.10., 21.10., 29.10.15; NZZ, WB, 2.11.15
- 31) LT, 12.1., 16.1.19; NF, 25.2.19; LT, 2.3.19; NF, 14.3., 20.3., 26.3., 29.3., 30.3., 9.4., 1.5., 4.5., 13.5., 18.5., 12.6., 25.6., 26.6., 27.6., 28.6., 3.7., 16.7.19; LT, 18.7.19; NF, 23.7.19; NF, 10.8., 24.8., 31.8., 7.9.19; NF, 10.9.19; NF, 11.9.19; NF, 14.9.19; NF, 20.9., 21.9., 28.9., 12.10., 14.10.19; NF, 21.10.19; NF, 22.10.19
- 32) NF, 29.3., 6.4.19; LT, NF, 8.4.19; NF, 9.4., 23.4., 4.5., 13.5., 18.5., 25.6., 26.6., 21.8., 24.8.19; NF, 10.9.19; NF, 20.9.19; LT, NF, 21.10.19; NF, 22.10., 23.10., 24.10., 25.10., 26.10., 28.10.19; Lib, 29.10.19; NF, 30.10.19; LT, 31.10.19; LT, NF, TG, 4.11.19; NF, 5.11.19; TA, 21.2.22
- 33) NZZ, 2.5.13